DONOSO CORTES

par Louis Veuillot, 1862

Le 4 janvier 1849, un membre du parlement espagnol parut à la tribune pour donner son avis dans une discussion sur la politique générale. Il appartenait à la majorité conservatrice, et il venait répondre à l'un des chefs du parti progressiste, nommé M. Cortina. On débattait la thèse qui se débat sans fin entre le Gouvernement et l'opposition, partout où la tribune exerce quelque empire. Le Gouvernement avait maintenu l'ordre au milieu des redoutables crises de 1848 ; l'opposition lui reprochait d'avoir blessé la légalité. On s'était de part et d'autre exercé assez éloquemment ; la joute avait satisfait au décorum parlementaire, elle pouvait finir. Au fond il n'existait pas plus de division dans les esprits que de doute sur le vote. L'exemple de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, était là : progressistes et conservateurs voyaient suffisamment clair aux lueurs de la foudre. L'honorable M. Cortina, tout le premier, s'accommodait d'une illégalité qui, écartant la république, le préservait de l'ignominie d'être conservateur à son tour. Un discours de plus semblait donc inutile ; personne ne trouvait nécessaire de réfuter davantage M. Cortina.

Mais, dès que le nouvel orateur eut ouvert la bouche, l'Assemblée s'aperçut qu'il restait quelque chose à dire, quelque chose que personne n'avait dit, sur ce thème tant rebattu, où la casuistique constitutionnelle prétend limiter dans un équilibre parfait les entraînements de la liberté et la résistance du pouvoir. La question changea de place et de face.

En argumentant sur le point de fait, la majorité qui, semblable à toutes les majorités conservatrices, se piquait d'être libérale et même progressiste avait scrupuleusement respecté, comme son bien propre, le fonds doctrinal de ses adversaires. L'orateur commença par déclarer qu'il venait enterrer au pied de la tribune, dans leur sépulture légitime, toutes les idées de l'Opposition, c'est-à-dire toutes les idées libérales : «Idées stériles et désastreuses, dans lesquelles se résument les erreurs inventées depuis trois siècles pour troubler et dissoudre les sociétés humaines». Il tint parole. Accoutumés pourtant aux hardiesses de son langage et de sa probité, ses auditeurs ne s'attendaient pas à cet héroïsme de conviction qui venait heurter avec dédain, l'un après l'autre, les dogmes les plus universellement reçus de la liberté moderne, qui prédisait à cette liberté sa mort imminente, qui flétrissait cette mort comme un suicide. Annonçant à la civilisation du dix-neuvième siècle des humiliations aussi prodigieuses que les élans de son orgueil, et la montrant prochainement accroupie et tremblante sous quelque dictature, il lui criait : «Tes orateurs ne te sauveront pas, tes arts ne te seront d'aucun secours, tes armées hâteront ta perte ; le despotisme même trahira tes viles espérances : tu ne trouveras pas un despote ; tu ramperas et tu périras sous les pieds de la multitude, si tu ne t'inclines pas devant la croix !...»

C'est là ce qui n'avait pas été dit dans la discussion. Ceux qui l'avaient pu penser s'étonnaient de l'entendre ; l'orateur lui-même, se reportant un peu en arrière dans son propre passé, pouvait s'étonner de le dire. Ces idées, si nouvelles pour son auditoire, étaient à peine moins nouvelles pour lui dans la brillante expression qu'il leur donnait. Il avait partagé les illusions qu'il venait déchirer. Il avait cru à la presse, à la tribune, aux constitutions, aux assemblées, aux progrès ; son talent, ses succès antérieurs, l'avaient sacré, l'un des pontifes de ce culte de l'esprit humain dont il bafouait maintenant les superbes et frivoles mystères.

Mais il venait de perdre un frère pieux et tendrement aimé et il contemplait les convulsions misérables au milieu desquelles la monarchie européenne, infidèle à Dieu depuis longtemps, périssait sans ressource. Ses yeux faits pour la vérité, déjà frappés de lueurs mouvantes, non encore dessillés, avaient enfin vu dans son propre cœur et dans les choses humaines tout ce qu'éclairent les flambeaux qui escortent la mort. À cette lumière il était devenu chrétien. Le christianisme le tirait de ce groupe de penseurs subtils et bien disants, qui n'est que l'élite du vulgaire. Désormais ses pensées, ordonnées et illuminées par la foi, allaient retentir dans le monde. Son discours sur la *Dictature*, traduit par un journal catholique français (*L'Univers*), fut immédiatement répété par cent échos, et l'Europe apprit, pour ne plus l'oublier, le nom jusqu'alors à peu près inconnu de JUAN DONOSO CORTÈS, MARQUIS DE VALDEGAMAS.

Quatre ans après ce jour où il prit rang non-seulement dans la célébrité, mais dans l'autorité, Donoso Cortès était mort à quarante-quatre ans, plein de force emportant avec lui des clartés dont le monde avait besoin. Ce fut un deuil égal pour l'Espagne, la patrie de son cœur ; pour la France, qui était comme la patrie de son intelligence ; pour l'Eglise, sa mère vénérée, et qui voyait en lui un de ces enfants qui la consolent, grands, purs et humbles, et sur lesquels elle s'appuie.

La Providence avait amené Donoso Cortès à Paris, au foyer principal des erreurs qu'il devait combattre. Ceux qui l'ont approché et qui étaient dignes de le juger l'ont trouvé supérieur à sa réputation. En deux ans, sans y prétendre, il était devenu l'un des chefs de la société française. Il exerçait une influence considérable, non-seulement sur les catholiques, qui ne connaissent point entre eux d'étrangers, mais aussi dans le monde de la politique et des lettres, où il

apportait tout à la fois l'autorité de son vaste esprit et le charme de son incomparable simplicité. Ses idées, sans doute, étaient bien éloignées de celles qui règnent encore dans ces régions, moins éclairées qu'il ne semble, et où l'ombre se refait plus vite qu'on ne le croirait. Des vieillards illustres, des personnages d'un grand crédit, des savants, des chercheurs, des découvreurs entourés de renommée, n'ont guère mieux compris Donoso Cortès qu'ils n'ont compris les événements de l'époque, si naturels en même temps que si prodigieux. Mais, de même qu'il fallait bien compter avec les événements, force était de compter avec cette raison vaillante qui ne reculait devant aucun préjugé anticatholique ou révolutionnaire, c'est la même chose, et qui n'en laissait aucun sans atteinte.

La société française a donc perdu beaucoup par la mort de cet étranger, si courageux et si habile à l'entretenir de pensées généreuses. Ce que l'Espagne a perdu, Dieu le sait! J'ai souvent entendu Donoso Cortès parler de la gloire, des malheurs, des périls présents et futurs de son pays. Par-dessus tout ce que Dieu lui permettait d'aimer, il aimait l'Espagne. La décadence religieuse de cette noble nation était le deuil de son cœur. Quoi qu'il se trompât par modestie sur ses propres aptitudes et se promît de n'être jamais qu'un conseiller, néanmoins son mérite le désignait pour un rôle actif que son patriotisme et sa foi même ne lui auraient pas permis de refuser toujours. L'Espagne avait un homme en réserve pour ces passages de ténèbres, si fréquents dans notre siècle, où il faut aux nations l'inspiration du génie et l'inébranlable courage de la probité. Dans tous les cas, il était de ceux qui comptent pour peu de chose la popularité, la fortune ou de plus durs sacrifices : sa voix si puissante n'aurait jamais craint de s'élever et d'enseigner ; la supériorité de son talent littéraire devait lui attacher de nombreux disciples. Qui peut dire ce qu'une école de politique chrétienne, gouvernée par lui, n'eût pas accompli en peu de temps parmi le peuple du monde qui a fait le plus d'héroïques efforts pour se plier au joug de la vérité ?

Le maître a disparu avant que l'école fût formée. Dieu a clos les lèvres éloquentes qu'll avait ouvertes pour confesser la justice de Ses châtiments sur les sociétés humaines, coupables d'ingratitudes envers Sa rédemption et de forfaiture envers Sa lumière. Il les avait ouvertes en envoyant la lumière, Il les a closes en envoyant la mort ; et, comme la mort avait été inattendue et soudaine, la mort a été prématurée. Quand la pensée de Donoso Cortès, habituellement tournée vers le ciel, revenait sur la terre, elle n'y voyait qu'un aspect général de décadence ; elle y sentait passer presque sans relâche un souffle de malédiction. «L'atmosphère, disait-il, contient un poison qui ne laisse rien de bon parvenir à maturité. Ou l'esprit fléchit, ou l'homme tombe. Celui qui ne trahit pas sa destinée, la destinée le trahit. Le dernier siècle a été le siècle des débauches ; nous sommes dans le siècle des avortements. La multitude a fait invasion partout ; partout elle étouffe quiconque ne se fait pas petit, sceptique et mobile comme elle. C'est le règne de l'égalité ; Dieu nous a permis de l'établir si bien, que nous périrons faute d'un homme qui ose passer la multitude commune».

Il est mort avant le temps, comme pour confirmer ces prévisions de son génie attristé. Cependant, depuis sa conversion jusqu'à sa mort, il a fait bon et fidèle usage du don de Dieu, et l'extraordinaire retentissement de sa parole permet de croire qu'il n'aura pas parlé en vain. Ce premier discours de 1849, par lequel il se révéla, est devenu presque instantanément, dans les meilleurs esprits de l'Europe, la formule des instincts conservateurs qui luttaient sans doctrine contre la domination des dogmes révolutionnaires. À partir de ce moment, le mal des sociétés a été connu et qualifié ; le remède est devenu évident aux yeux de toute raison assez haute et assez saine pour se déprendre de l'erreur. On peut espérer, contre Donoso Cortès lui-même, que cette prompte adhésion des intelligences les plus sincères, adhésion renouvelée chaque fois qu'il a eu l'occasion d'élever la voix, ne sera pas universellement suivie de l'infécondité à laquelle il craignait que toute vérité religieuse ne fut pour longtemps condamnée dans le sol politique. On relira ses discours, ses lettres, ses écrits pleins de substance et d'éclat, dont une critique inconsidérée n'a pu que constater la valeur. Les mesquines passions qui s'attaquent aux vivants s'éloignent des morts, insensibles à leurs piqûres. Donoso Cortès est mort ; personne, à présent, ne dira plus, comme on nous l'a fait lire, que sa renommée était le chef-d'œuvre d'un prospectus. Le voilà préservé des aigres protestations de l'envie, des vastes objections de la fatuité, des étonnements passionnés de l'ignorance. Ces misères, qui sont la poussière et la fumée du combat, et qui réussissent parfois à faire un nuage autour du héros, tombent lorsqu'il arrive au tribunal de la postérité, où ne montent que les vainqueurs. Le nom de Donoso Cortès ne périra point, il grandira ; ses pensées, loin d'être mises en oubli, acquerront plus d'empire à mesure que les symptômes qu'il a prévus se manifesteront. Dieu veuille pourtant ne pas donner à la maladie un cours assez rapide pour empêcher la société d'élever le rempart derrière lequel il croyait qu'elle pourrait encore se mettre à l'abri!

Ш

La courte vie de Donoso Cortès contint peu d'événements et n'est en quelque sorte que l'histoire de sa pensée. Elle a été écrite avec distinction par M. Gavino Tejado, son disciple et son ami, qui a publié l'édition espagnole de ses œuvres. En y montrant le travail de son esprit, il l'a vengé de l'insensé et malveillant reproche d'un certain nombre d'adversaires qui l'accusaient de peu de solidité dans ses principes. Donoso Cortès eut toujours des principes, ils furent toujours sincères, il y conforma toujours son langage. L'amour du beau moral, affermi dans son cœur, lui fit chercher infatigablement la vérité, la lui fit aimer ; et, dès qu'il la connut et l'aima, il lui dévoila sa vie. Il n'a pas varié, c'est-à-dire qu'il n'a pas donné pour règle à ses opinions et à sa conduite le mobile intérêt de sa fortune ; il a marché. Parvenu au terme, nul n'a été plus stable que lui. On a qualifié de variations, au sens odieux de l'inimitié politique et littéraire, cette marche courageuse d'un noble esprit qui ne pouvait rester en repos dans l'erreur. Telle est la misère de ce siècle et de

ces hommes de discussion : le plus grand mérite de l'esprit, à leurs yeux, c'est l'entêtement. Et rien ne prouve mieux leur aversion de la vérité, car autant ils élèvent de clameurs contre celui que la discussion conduit à la vérité, autant ils ont de complaisance pour celui qu'elle pousse à l'apostasie.

Donoso Cortès, sans mépriser tout de suite ces clameurs, sut cependant tout de suite les braver. Sorti de la lutte, et quelle qu'en eût été l'ardeur, il se laissait aborder par les pensées qu'il avait combattues, il écoutait encore les objections de ses adversaires, il écoutait les arguments de sa propre raison, de son esprit et de sa conscience ; et, s'il les trouvait meilleurs que ceux qu'il avait fait triompher, il s'y rendait. Il ne permettait pas que l'amour-propre le pût lier à l'erreur par ce malheur des écrivains, qui laissent des témoignages ineffaçables du crédit que l'erreur a exercé sur eux. Cette **droiture** même le préserva d'avoir à faire des retours trop pénibles. Il dut redresser plutôt qu'abandonner ses voies, et souvent il ne s'était trompé qu'en s'arrêtant trop tôt. M. Gavino Tejado étudie ce développement et montre ce progrès avec une éminente clarté. Mais, comme les écrits qu'il examine, intéressant plus spécialement l'histoire, la politique et la littérature espagnoles, n'ont point trouvé place dans ce recueil, composé exclusivement des œuvres catholiques de l'auteur, nous ne suivrons point le savant critique, et nous nous contenterons d'indiquer d'après lui ce qui suffit à notre but.

Donoso Cortès comptait parmi ses ancêtres le conquérant du Mexique. Son père, le licencié don Pedro Donoso Cortès, et sa mère, doña Maria-Elena Fernandez Canedo, habitaient Don Benito en Estramadure, leur ville natale. En 1809, fuyant devant l'invasion française, ils furent obligés de s'arrêter dans leur terre de Valdegamas, à cause de la grossesse avancée de la jeune femme. Bientôt prise des douleurs de l'enfantement, on la conduisit en hâte au plus prochain village, appelé le Valle de la Serena, et là, le 9 mai, elle donna le jour à un fils qui devait, dans sa trop courte existence, rajeunir la gloire de sa famille.

Il existe au Valle une célèbre image de la sainte Vierge, vénérée sous le nom de Notre-Dame du Salut. Le nouveau né lui fut offert et il reçut au baptême les noms de Juan Francisco Manuel Maria de la Salud. «On pourrait ajouter, dit M. Tejado, que le pieux instinct maternel le voulut mettre sous la protection de celle qui est le *Siège de la Sagesse*, comme s'il devinait le rude combat que cet enfant devait soutenir, au nom de la foi et avec le secours de la science humaine, contre les idées qui pénétraient en Espagne quand il entrait dans la vie». Donoso Cortès se souvenait avec bonheur de cette circonstance ; une tendre et toute filiale confiance envers la sainte Vierge était le caractère particulièrement touchant de sa piété.

Ses études furent rapides et brillantes. A seize ans il les avait terminées avec éclat. Son assiduité infatigable et l'étude de l'histoire, de la philosophie et de la littérature, témoignait dès lors de sa vocation pour la carrière qu'il a parcourue. Un de ses cahiers, probablement de 1824, est un substantiel aperçu de *l'Histoire Universelle*. On y remarque l'intention de signaler des principes plutôt que de décrire et d'enchaîner des faits. Ainsi, résumant l'histoire de la Grèce et mentionnant les entreprises qui eurent lieu avant la guerre de Troie, il cite l'expédition de Jason, et la ligue des princes du Péloponèse contre les Thébains par suite des événements de la famille d'Œdipe : «La première, ajoute-t-il, montre que l'unité individuelle dominait alors ; la seconde fut un progrès, parce qu'elle montra que le règne de l'unité de famille était arrivé. La guerre de Troie fut déjà le signal de la domination de l'unité nationale, et celles de Perse, de l'unité de principes : le monde est aujourd'hui ce qu'était alors la Grèce». Tout l'homme s'annonce dans ce coup d'œil de l'enfant.

Pendant qu'il suivait les cours de l'université de Séville, son père, satisfaisant le désir qu'il manifestait d'étudier en même temps la littérature, lui procura le moyen de passer ses vacances auprès de don José Quintana, l'un des plus célèbres écrivains espagnols de cette époque. M. Quintana, homme obligeant et distingué, lui traça un vaste plan de lectures. A sa grande surprise, l'ardent jeune homme, sans négliger ses études obligées, poussa plus loin encore, et l'année suivante il savait parfaitement ce que l'on avait cru qu'il pourrait à peine effleurer. M. Quintana écrivit à don Pédro que son fils deviendrait un homme éminent, quelque carrière qu'il lui plût d'embrasser. Le pronostic se trouva juste, mais non pas, peut-être, comme M. Quintana l'entendait. Imbu des idées philosophiques et littéraires de la France du dix-huitième siècle, c'est dans cette voie qu'il avait poussé son élève. Le futur émule de Joseph de Maistre et de Bonald s'était nourri de Voltaire et de Rousseau et de bien d'autres. Voilà l'école où M. Quintana, très innocemment, s'attendait à le voir briller. Ces sophistes embarrassèrent son esprit, mais, grâce à Dieu, sans le fausser irrémédiablement, et surtout sans le corrompre. Du reste, l'application du disciple était merveilleuse : « Jour et nuit, dit son père, il étudiait».

Il eut en ce temps-là une veine ou une fougue de poésie qui jaillit avec abondance. De concert avec son plus intime compagnon d'étude, M. Pacheco, il réunit quelques camarades en une sorte d'académie privée, où chacun fit, si l'on veut me permettre l'expression, une décharge continue d'odes, de sonnets et de pièces diverses en tout genre. On s'inspirait surtout de Mélendez; mais Donoso n'en pouvait pas rester là. Il écrivit une tragédie, «audacieux écart politique et littéraire à la fois, dit M. Tejado, qui put lui faire comprendre qu'il n'était pas né poète tragique, mais qui lui révéla le secret de sa vigoureuse imagination, et qui lui apprit de quelles surabondantes richesses il pourrait revêtir plus tard ses magnifiques pensées». Parlant de cette tragédie, intitulée *Padilla*, M. Pacheco dit à son tour : «C'est un rejeton de l'ancien génie cordouan, qui naît et se montre au monde avec sa vivacité, sa franchise, sa négligence; c'est un autre Lucain qui prépare une nouvelle *Pharsale*».

Ce fut ainsi que Donoso Cortès termina ses cours de jurisprudence, à dix-neuf ans, c'est-à-dire avant l'âge requis pour être avocat. La réputation, qu'il appelait de tous côtés en lui demandant de devenir au plus vite la gloire, accourait au-devant de lui. Le conseil royal de l'audience de Cacerès, ayant rétabli le collège de cette ville, supprimé depuis 1823, nomma le jeune licencié pour remplir la chaire de littérature créée par les nouveaux statuts et le chargea de prononcer le discours d'inauguration. Il le fit avec un applaudissement général des auditeurs, également émerveillés de ses pensées, de son langage, de sa gravité et de sa jeunesse. Cet ouvrage porte à la fois la teinte de rationalisme qu'il devait à son éducation, et la trace consolante du fond chrétien de son esprit et de son âme. Il exalte l'austérité de l'Évangile ; il célèbre éloquemment Pierre l'Ermite et les croisades, qui furent l'esprit vivifiant des temps où parut la boussole, où s'établit le droit civil et politique, où naquirent les sciences et les arts ; il nomme Rousseau, qu'il appelle le plus redoutable comme le plus séduisant et le plus éloquent des sophistes ; il traite avec dédain la secte de l'Encyclopédie. Enfin, un sentiment de droiture que l'on ne saurait trop admirer à cet âge et dans ce temps, lui enseigne que ce «brillant dixhuitième siècle», auquel il ne sait pas encore refuser tout hommage, divinisa pourtant toutes les erreurs et tous les crimes. Le caractère général du discours est le germe d'un éclectisme qui fut propre à l'auteur, jusqu'au moment où il se plia sous la vérité. Il s'occupe moins de choisir entre les principes que la seule raison lui fournit, qu'il n'aspire à fondre ensemble sa raison philosophique, engagée dans le faux, et son instinct chrétien qui sans cesse repousse ou rompt l'alliance. Les luttes auxquelles cette aspiration le condamne, tantôt sourdes et cachées, tantôt manifestes, remplissent sa vie intellectuelle. La dernière période de son existence est le terme définitif du combat, la victoire du chrétien sur le philosophe enfin mis en possession de la véritable philosophie.

Son professorat à Cacerès n'eut guère, d'ailleurs, que ce premier beau jour. Le cours de littérature, ne comptant point parmi les cours académiques et n'étant que de pur agrément, fut bientôt déserté. Le professeur montait en chaire pour deux élèves, et encore, dès le milieu de l'année scolaire, il n'en eut plus qu'un, M. Gavino Tejado, qui raconte luimême ce fait : «Je me demande, ajoute-t-il quelle idée le poussait ou quel sentiment l'obligeait à me faire venir ponctuellement chaque jour dans la grande salle où était sa chaire, et à me tenir sur les bancs pendant une heure et demie, m'adressant un discours didactique, à moi, enfant de dix ans ? Il faut que la conscience de son devoir, ait eu un bien grand empire sur lui, à moins, ce qui est plus probable, qu'il n'ait voulu profiter de cette quasi solitude pour faire l'essai de ses forces et s'en donner la preuve».

A cette époque, au commencement de 1830, eut lieu un événement dont les suites jetèrent sur la vie de Donoso Cortès une ombre invincible de chagrin, de regret, et, s'il fallait le croire, de repentir. Il se maria à doña Teresa Carasco, sœur du personnage politique qui fut depuis le comte de Santa Olaya. Dieu ne lui laissa pas longtemps le bonheur que lui promettait sa belle et vertueuse compagne. Une petite fille, seul fruit de son union, lui fut d'abord enlevée ; bientôt, en 1835, la mère suivit l'enfant. Il se taisait sur cette épreuve, même avec ses plus intimes amis. Mais, dans des lettres écrites vers les derniers temps de sa vie et qui n'ont point été conservées, s'ouvrant avec plus d'abandon, ou pour mieux dire, s'humiliant devant un homme qui venait de lui adresser de justes louanges, il se reprochait amèrement de n'avoir pas payé d'assez d'amour la profonde affection dont il avait été l'objet. Cette peine, qui n'est connue que des âmes très délicates, lui arrachait des paroles pleines de douleur et de tendresse ; et elle était plus âcre au bout de vingt ans que le premier jour. Un an avant sa mort, un de ses amis de Paris l'ayant prié d'être parrain d'une petite fille, il donna à cette enfant le nom de Teresa. Et, comme elle mourut encore au berceau, et fut, elle aussi, bientôt suivie de sa mère, jeune femme dont il honorait infiniment la candeur et l'humilité, son cœur, remué par des souvenirs ignorés de celui qu'il consolait, trouva des accents si compatissants et si sévères, qu'ils étonnèrent cet homme, accoutumé pourtant à toute l'éloquence de sa foi et de son amitié.

Mais, lorsqu'il perdit sa femme, il avait vingt-cing ans. Livré aux vanités de l'ambition et de la gloire, et, se fiant dans la beauté de son esprit il songeait surtout à briller et à s'avancer dans le monde. «J'ai eu, le fanatisme littéraire, a-t-il dit, le fanatisme de l'expression, le fanatisme de la beauté dans les formes» (lettre à M. de Montalembert). Déjà ses désirs étaient en voie d'accomplissement. Revenu à Madrid depuis quelques années, il avait abordé avec éclat la carrière politique. Au milieu des jours critiques de 1832, lorsque Ferdinand VIII se sentant mourir, demandait avec angoisse à la nation espagnole de conserver la couronne sur le berceau de sa fille Isabelle, Donoso Cortès adressa à ce monarque un Mémoire sur la situation actuelle de la monarchie, qui produisit dans les cercles politiques d'alors une vive et profonde sensation. Des pensées mûres et vraies, exprimées avec une force étonnante, s'y mêlaient aux illusions d'un cœur et d'un esprit, de vingt-deux ans ; mais ces illusions elles-mêmes étaient celles d'un parti qu'elles caressaient. Elles donnaient au jeune auteur le crédit qu'elles auraient pu engager les sages à lui retirer, s'il y avait des sages parmi les peuples en de pareils moments, oui si les sages, parlant dans ces émotions et dans ces tumultes, avaient la chance d'être écoutés. L'écrivain encourageait le roi dans la révolution qu'il voulait consommer en abrogeant la loi saligue ; et, pour rempart à ce trône qui ne serait plus qu'un berceau, il lui conseillait de réunir les Cortès. En réalité, il formulait une constitution .par laquelle il croyait satisfaire, d'une part, aux nécessités actuelles, de l'autre, aux besoins permanents du pays. L'Espagne est attaquée par une faction puissante qui dispute la couronne à la fille du roi : Il faut que le gouvernement ait la force d'une faction et s'organise comme s'il était une faction. Voilà pour l'exigence du moment. Mais c'est instituer la dictature ; comment limiter la dictature et lui donner une fin ? Les anciennes Cortès du royaume secoueront la poussière des siècles et viendront incliner leur front devant le monarque. Le trône s'appuiera sur les classes intermédiaires, pour ne pas périr dans les étreintes du despotisme oriental ou dans l'abîme d'une anarchie tumultueuse La représentation de ces classes intermédiaires sera la magistrature indépendante, laquelle représente la gloire et les traditions de l'Espagne. Dès cette époque, Donoso Cortès se séparait des constitutionnels révolutionnaires. Ceux-ci, voulant tout instaurer à nouveau, brisant avec toutes les traditions, mettent follement ou criminellement leur espérance dans une multitude qui, désormais, n'a plus de passé et ne promet à l'avenir que le despotisme insolent de ses flatteurs. Ainsi le premier acte politique de Donoso Cortès, le plus hardi qu'aient fait les libéraux avant la mort du roi, explique néanmoins comment il finit par **rejeter complètement le libéralisme**. Si les préventions philosophiques sont assez apparentes dans cet écrit, il n'y a rien qui flatte les passions démagogiques, et l'on y trouve, au jugement de M. Tejado, beaucoup de choses qui peuvent servir de base à une constitution vraiment nationale.

Le *Mémoire* fut imprimé avec luxe, sous le bon plaisir du roi, qui, peu de temps après, en février 1833, honora l'auteur d'une distinction spéciale, et pour le temps scandaleuse, en le nommant officier du ministère de grâce et de justice. A vrai dire, ajoute le biographe espagnol, les vénérables ombres des bureaucrates de Charles III ont dû frémir, voyant entrer dans leur sanctuaire, ce commis de vingt-trois ans.

Au mois de mai suivant, l'Académie de Séville le nomma membre honoraire, en souvenir de sa jeune muse qui avait chanté le Bétis aux belles eaux. Il accordait encore quelques heures de délassement à la littérature légère, quoique résolu de consacrer ses pensées à la méditation des problèmes fondamentaux de l'ordre social et de l'ordre humain, afin de saisir «dans les entrailles des sociétés les germes de vie qu'elles conservent, ou le cancer qui les dévore». C'est ainsi qu'il s'exprime dans l'avant-propos de sa brochure publiée en août 1834 : Considérations sur la Diplomatie et son influence sur l'état politique et social de l'Europe, depuis la Révolution de juillet jusqu'au traité de la quadruple alliance.

Il venait d'assister (juillet 1834) aux œuvres de la démagogie ; la populace avait massacré les prêtres et profané les autels.

«Non, s'écrie-t-il, Madrid n'oubliera jamais le jour de douloureux souvenir où il a vu la société se dissoudre, la force publique disparaître, où il a été témoin de la profanation de ses temples : comme si un instinct fatal enseignait aux monstres qui nous infestent que les sociétés ne peuvent vivre, si la religion, venant à les abandonner, les condamne à la stérilité et à la mort. Les victimes demandent vengeance, et la société justice. Les lois ne peuvent exiger obéissance, si elles ne donnent pas protection : la liberté et l'ordre ont besoin, pour s'unir et croître, que le sol souillé par le sang et profané par le crime soit purifié».

En s'élançant dans la lice philosophique, au milieu du péril, Donoso Cortès déclare non plus simplement que la religion est un élément civilisateur comme les autres, un rouage comme tous ceux qui constituent le mécanisme social, mais qu'elle est l'origine de toute fécondité et de toute vie pour les sociétés puisque, «lorsque la religion les abandonne, elles sont condamnées à la stérilité et à la mort». L'idée n'est pas nouvelle ; il n'est pas nouveau non plus de dire que Dieu a fait de la religion le patrimoine de la société : ce qui était nouveau et presque extraordinaire pour le libéralisme espagnol, quand Donoso Cortès publia son travail, c'était de présenter cette idée comme le fondement et la condition essentielle de toute théorie sociale.

«Dans l'Europe barbare, dit-il, l'Église seule était une société, parce qu'en elle seule il y avait unité d'objet et harmonie de volontés. Rome aspira à la domination au nom de la force, l'Eglise au nom de la vérité : son titre était plus légitime ; ses moyens ont été jugés par l'histoire... Elle a continué le mouvement du monde romain ; elle a élevé les mêmes prétentions et marché vers le même but (le rétablissement de l'unité sociale) ; mais plus inflexible encore, parce que la vérité est plus absolue que la force. Victorieuse, elle ne pardonna jamais ; vaincue, elle protesta toujours. Dans sa lutte avec les empereurs, à voir l'héritier des Césars prosterné aux pieds du successeur de saint Pierre, l'imagination étonnée ne peut parvenir à concevoir cette révolution immense dans la destinée du monde. En dehors de l'Église, il n'y avait que des individus : la volonté de l'homme régnait seule dans ce chaos où toutes les institutions humaines firent naufrage (l'invasion des barbares), et la société, abandonnée à ses éléments primitifs, n'avait plus de liens que ceux de la famille ; à peine existait-il d'autres rapports de dépendances que ceux de patron et de client, de seigneur et de serf ».

On sent là les germes d'une philosophie catholique. Plus loin, il proclame explicitement que dans l'Église réside la vérité absolue, ce qui est autant que reconnaître en elle un *critérium* de toutes les vérités. Il exprime un sentiment d'admiration pour l'Eglise qui, inspirant à l'esprit la vénération pour ses doctrines, peut et doit finir par porter la volonté à accomplir ses préceptes. On nie l'Église ou on l'avoue : dès qu'on l'avoue, on finira par l'aimer, pour peu que les circonstances extérieures viennent en aide et que l'exaltation des passions et l'influence des intérêts humains ne se conjurent pas contre la vérité. Voilà toute l'histoire de Donoso Cortès.

Néanmoins des ombres obscurcissent encore cette lumière. Les *Considérations sur la diplomatie*, comme les autres écrits postérieurs que nous mentionnerons, ne montrent pas le philosophe catholique, mais seulement des dispositions, secondées par l'étude de l'histoire, pour arriver à une philosophie catholique. Jusqu'à ce qu'il y arrive, nous rencontrons à chaque pas le rationaliste. A la fin de ce même écrit, il nous dira :

«Les peuples marchent à l'abri des tempêtes avec l'intelligence, reine du monde moral, souveraine du monde physique. Parce qu'ils avaient l'intelligence, les prêtres dominaient l'Inde et l'Égypte. L'intelligence d'Orphée brille au berceau de la civilisation grecque. Au moyen Ange, les cloîtres dominaient la société, parce que les premières écoles furent fondées dans les cloîtres. Si la classe moyenne a été formée par le commerce et l'industrie, c'est l'intel-

ligence qui l'a constituée en pouvoir et lui a donné une couronne. Dans leur enfance, les sociétés obéissent au barde de leurs montagnes, parce que c'est là que l'intelligence élève son trône sur les cordes de la lyre».

C'est un hymne à la raison humaine. Mais bientôt vous entendrez le philosophe rationaliste vous raconter les misères et les faiblesses de cette souveraine, les crimes et les erreurs qu'elle a engendrés dans le monde. En attendant, remarquez où la probité de son esprit l'oblige de placer le sceptre de la Divinité qui le fascine et l'enchante : dans les mains des prêtres du Gange et du Nil ; dans celles d'Orphée, le dompteur des monstres ; dans celles du bardeprêtre des montagnes, c'est-à-dire partout où vit un principe religieux. Pourquoi ? parce que le philosophe, chantre enthousiaste de l'intelligence, croit cependant que la religion seule est le principe de la vie et de la fécondité dans toutes les sociétés. A côté même du rationalisme qui se proclame souverain, vous avez le principe opposé qui le limite et le détruit. Ce parallélisme est un fait précieux pour expliquer l'homme en qui il se réalise.

A la lumière du principe religieux, son esprit rationaliste a vu, comme malgré lui, les vérités les plus importantes de l'ordre politique, de l'ordre social et de l'ordre humain. L'harmonie entre les peuples et les rois rend possible cette première phase où la diplomatie ordonnait chrétiennement, selon la justice, les rapports internationaux, et créait la fraternité des peuples sans aspirer à les absorber dans l'unité épouvantable rêvée et proclamée par le moderne humanitarisme socialiste. Mais arrive ce jour terrible pour la société où l'intelligence des peuples «demanda aux rois leurs titres et examina leurs pouvoirs». C'est la seconde phase de la diplomatie. Elle se change en instrument d'oppression, tronque et supprime arbitrairement les nationalités, foule brutalement aux pieds les droits, proclame enfin les intérêts matériels, et descend jusqu'au matérialisme le plus immonde et le plus stérile. Voilà le présent ; il fait deviner l'avenir, et le génie de Donoso Cortès voit, dès 1834, jusqu'aux temps où nous sommes et par delà, un peuple naguère encore barbare se préparer à régner sur l'Europe et sur le monde.

Tandis que le jeune publiciste s'attirait ainsi l'attention et méritait l'estime de tous les hommes de quelque valeur, la province de Cacerès le nommait secrétaire de la députation permanente de sa Société Économique dans la capitale. C'était le seul moyen que ses compatriotes eussent alors de lui témoigner leur sympathie. Il reçut bientôt une preuve plus flatteuse et plus utile au public de la confiance qu'il inspirait. Dans toutes les provinces de l'Espagne, remuées par l'esprit révolutionnaire, s'étaient organisées des juntes souveraines pour assassiner les généraux et les prêtres, se partager les emplois publics, et proclamer sur ces bases fécondes les principes de la régénération politique du pays. Mendizabal tenait les rênes du gouvernement ; c'était l'homme des libéraux, et, comme toute cette classe de politiques, il cherchait à rétablir l'ordre en faisant des concessions. Son plan était d'accorder ce qu'il pouvait, et certainement plus qu'il ne fallait, pour parvenir à dissoudre les juntes. Dans ce but, il envoya Donoso Cortès, en qualité de commissaire royal, dans les provinces de Bajadoz et de Cacerès, ces deux moitiés de l'ancienne Estramadure. Son succès y fut complet, et il gagna personnellement la croix de Charles III et le grade de chef de section au ministère de grâce et de justice. Mais, quatre jours après, le ministère Mendizabal tomba, et Donoso Cortès donna sa démission. Il faut remarquer que ses opinions et ses écrits l'avaient déjà séparé des hommes dont il croyait cependant devoir suivre la fortune. La scission de la famille libérale en deux grandes fractions, exaltés et progressistes d'un côté, de l'autre, modérés et conservateurs, existante de fait, n'était pas encore proclamée. Donoso Cortès, par une note de ses Considérations sur la diplomatie, avait rompu avec les partisans de la constitution de 1812 ; il ne tarda pas à caractériser davantage cette rupture.

Les *Estamentos*, réunis à cette époque, discutaient, entre autres projets organiques, celui de la loi électorale, promise dans la promulgation de l'*Estatuto*. Pour les tendances des deux partis qui germaient sous l'apparente uniformité de cette aurore du parlementarisme, c'était une occasion de manifester publiquement des sentiments déjà voisins de l'hostilité. Les partisans de la constitution de 1819, mécontents du libéralisme mesquin de l'*Estatuto*, trouvaient la circonstance favorable pour en changer l'esprit au moyen des lois organiques destinées précisément à le fortifier et à le compléter. Donoso Cortès, s'unissant aux efforts qui se faisaient au dedans et au dehors des *Estamentos* pour combattre ces tentatives, publia une brochure intitulée : *La loi électorale considérée dans sa base et dans ses rapports avec l'esprit de nos institutions.* Cet opuscule lui valut la disgrâce du ministère qui naquit de la révolte de la Granja, et le mit au premier rang de la fraction du parti libéral qui prit le nom de modérée.

Dans un cours de droit public qu'il faisait à l'Athénée de Madrid, il se proposait alors d'expliquer la théorie générale des gouvernements, et la mission spéciale des gouvernements représentatifs. Mais la théorie, quoique belle et ingénieuse, et à certains égards puissante, comme tout ce qui émanait de son esprit ne donnait en définitive rien au delà de ce que peut offrir un système social basé sur la *suprématie de l'intelligence*. S'égarant en définitions présomptueuses, il se trompait sur l'homme dont il savait bien à peu près décomposer les facultés par l'analyse philosophique, mais dont il ne pouvait pas reconstituer **l'unité**, parce que son nationalisme n'arrivait pas à comprendre l'œuvre de Dieu. Il voyait l'homme à la façon des anatomistes ; l'être vivant et *un*, sorti des mains du Créateur pour Le connaître, L'aimer et Le servir, il ne le voyait pas et ne le connaissait pas. Dans l'impossibilité de trouver une loi pour cet être *ondoyant* et *divers* qui échappe à toute science et à toute raison dès qu'on le soustrait à la loi divine, il l'absorbait dans la société. Ainsi la déification de l'intelligence le conduisait à proclamer la tyrannie, il trouvait ce qu'il y a au fond de toute théorie rationaliste : le despotisme.

Cette conséquence, il ne la voulait pas et ne l'acceptait pas. On le voit s'ingénier à la rendre impossible. Le fait de l'omnipotence sociale l'épouvante ; la tyrannie qui commande lui répugne autant que l'objection qui obéit ; il n'admet ni un empire absolu ni une obéissance passive. L'instinct chrétien s'éveille et lui suggère des protestations éloquentes. Mais quoi ? Il n'échappe pas au problème : s'il n'y a que la raison et la liberté, comment gouvernera-t-on les hommes ? On peut douter qu'aucun de ses ouvrages l'ait aussi peu contenté que ce *Cours de droit public*, où pourtant son génie se déploie avec tant de vigueur. C'est un aveugle sublime : il pressent la lumière, il la devine quelquefois, et il avoue qu'il ne la possède pas. Son esprit portait une tendance native à l'absolu, qui jamais ne s'est contentée de la supercherie des transactions éclectiques. Cette tendance l'enflamme pour tout ce qu'il croit grand, lui inspire des exécrations contre tout ce qu'il regarde comme indigne de la majesté de Dieu et de la liberté humaine, l'entraîne à la défense de tout ce qu'il croit vrai sans s'occuper des dangers qui en résulteront pour lui. Ce n'est point agir en éclectique. On pouvait donc prédire qu'il ne resterait pas toujours ni même encore longtemps dans cette école d'équilibristes où son intelligence prévenue par l'éducation l'avait enrôlé, mais d'où sa volonté, restée saine, le tirait par un noble et continuel effort.

Déjà dans sa dernière leçon, prononcée en février 1857, l'effort semble presque triomphant. Il se tourne irrité contre les démagogues du siècle dernier, qui ne donnèrent au peuple *ni pain ni liberté*, mais qui lui enlevaient son Dieu. «Avec quoi comblèrent-ils ce vide immense ? Avec la raison humaine qui succombe si la foi ne la soutient, qui se perd si une autre divinité ne la guide! » Ainsi se conclut, par la proclamation de la supériorité de la foi, ce cours destiné à enseigner la suprématie de l'intelligence.

Cette même année 1857, il publia une brochure sur la réforme constitutionnelle, et fonda un journal, *l'Avenir*, pour combattre le libéralisme exalté. Sa polémique, fort active, était en même temps fort acerbe, et ses idées s'éloignaient de plus en plus des doctrines de l'école révolutionnaire. Il se résume dans un article intitulé : *La religion, la liberté, l'intelligence*.

«Quand le penseur, dit-il, considère le panorama si varié de l'histoire ; quand sa méditation évoque les révolutions qui ont ensanglanté le monde, et fait chanceler sur leurs bases les fragiles édifices des sociétés humaines ; quand, avide de pénétrer l'origine de ces terribles bouleversements, il demande aux révolutions et à l'histoire de lui révéler ce secret qui l'humilie, voici ce qu'elles lui répondent : «L'homme est, par sa nature, religieux, intelligent et libre. Quand ces trois caractères se développent harmonieusement en lui, l'homme atteint son plus haut degré de perfection et de bonheur. Quand ces trois éléments ne se développent pas d'une manière harmonique, une perturbation fébrile l'afflige, et un mal être indéfinissable le tourmente. »

Ces principes énoncés, le publiciste, suivant son invariable méthode, apporte la preuve historique :

«La réunion de ces trois sublimes caractères dans un seul homme, n'a eu lien qu'une seule fois sur la terre, les siècles ne l'ont vue qu'une seule fois.

Il y eut un homme dont la parole fut l'intelligence du monde et la confusion des savants ; il fut ainsi le plus *intelligent* parmi les *intelligents*.

Il y eut un homme qui, par sa venue, annonça le règne de la foi, dont la flamme pure embrasa les cœurs les plus tièdes : il fut ainsi le plus *religieux* parmi les hommes *religieux*.

Il y eut un homme enfin qui, sa mission accomplie, se soumit volontairement à la mort ; il fit ainsi le plus *libre* parmi les *libres*.

Voilà l'homme complètement grand, l'homme type, le beau idéal de l'humanité entière : Ecce homo».

Nous n'avons pas besoin de qualifier cette espèce de christianisme philosophico-sentimental, ni le parallèle qui suit, entre Socrate et Jésus-Christ, pour établir que Socrate fut parmi les Grecs ce que Jésus-Christ fut parmi les hommes. Mentionnons seulement l'application générale que l'écrivain fait aux sociétés de la doctrine et des preuves historiques qu'il vient de poser au sujet de l'homme :

« Si nos lecteurs se pénètrent de ces **principes**, généralement oubliés, selon nous, ils pourront parcourir avec fruit le labyrinthe de l'histoire. Ils connaîtront alors pour quelles causes les conventionnels français n'ont pu **que détruire**, entasser ruines sur ruines. En vain un éclair de liberté brillait dans leur poitrine et un éclair d'intelligence sur leur front. Dans le délire de leur exaltation et dans le vain orgueil de leur pouvoir, ils **détrônèrent Dieu**, ils se proclamèrent **athées**. Du Pandémonium révolutionnaire et athée, pouvait-il sortir autre chose qu'un **lac de sang** ?

«Et si nous sillonnons aussi des mers que labourent les tempêtes, si nous assistons comme victimes à la décomposition sociale qui met le deuil dans nos cœurs et les larmes dans nos yeux; dites-le nous, qui a soulevés les tempêtes, qui accélère notre dissolution, qui cause notre agonie, qui creuse notre tombe, qui prépare les noirs ornements de nos funérailles? N'est-ce pas le petit parti qui continue chez nous l'œuvre des anciens révolutionnaires, sans parvenir à leur pouvoir, sans posséder leur intelligence, n'ayant de commun avec épouvantables géants que leur liberté qu'il proclame et leur athéisme qu'il affiche?

«Oui, il est athée; car, bien que les individus qui le composent adorent Dieu dans l'intérieur de leur famille, le parti est athée s'il ne proclame pas Dieu dans les lois comme ses membres le proclament dans le foyer domestique. Oui, athée; car, tout en proclamant Dieu dans les lois, il est pratiquement athée, s'il ne le respecte pas sous la forme, où il est respecté dans notre société. A quoi lui sert de proclamer Dieu en théorie, s'il ne sait pas respecter Son

culte? Et sait-il respecter le culte de Dieu, ce parti qui veut dépouiller les temples des richesses qu'y a déposées la piété des fidèles? Ignore-t-il, par hasard, qu'aux yeux des peuples, le culte, la religion et ses ministres sont une même chose, et qu'en pareilles matières nul gouvernement n'est resté impuni, s'il n'a pas respecté les opinions populaires? »

Ainsi parlait Donoso, en 1837, de cette partie du libéralisme espagnol qui commença par arracher le prêtre à l'autel, puis les autels aux temples, puis enfin les temples aux cités. Mais il ne se bornait pas à blâmer ce parti extrême, dans le but d'exalter celui qui alors commençait à s'appeler modéré ; il aspirait à quelque chose de plus qu'à fonder, dans le libéralisme, un parti sur les ruines d'un autre parti ; s'il n'avait voulu que cela, il n'eût pas ajouté les paroles suivantes :

«Concluons: Parmi les divers partis qui ont conquis le pouvoir chez nous, nul n'a été jusqu'ici assez religieux ni assez intelligent... nul n'a compris jusqu'ici notre situation politique et sociale: la nation ne l'a pas comprise non plus; et les partis dévoreront la nation, ou la nation se dévorera elle-même, si les partis et la nation n'admettent pas notre programme. Notre programme ou la mort! »

Donoso voyait éclater en Espagne une révolution plus sociale que politique. Il ne pouvait ni ne voulait se borner à défendre les intérêts transitoires d'un parti, mais instituer une école qui par la parole et par l'action combattrait toutes les phalanges de l'anarchie politique et de l'athéisme officiel. A sa voix et sous l'invocation de ses doctrines, le parti modéré prit un corps et une figure. Et ce parti, à son tour, le reconnaissant pour son *magister sententiarum*, lui donna le premier poste dans ses journaux et dans ses chaires. Nous venons de dire la grande part qu'il prit à la rédaction de *l'Avenir*; le rôle qu'il eut dans la fondation et la direction de la *Revue de Madrid* en 1838, du *Pilote* en 1839, ne fut pas moins important ; il déploya la même activité dans sa collaboration au *Courrier national*, devenu ensuite, par son intervention immédiate, le *Heraldo*. Pendant qu'il faisait ses leçons de droit politique à l'Athénée, cette savante corporation le nomma président de sa section des sciences morales et politiques, ce qui équivalait à lui donner la suprématie dans l'Institut scientifique et littéraire, qui alors, plus encore qu'aujourd'hui, était le centre du parti modéré.

Continuellement entouré des jeunes gens qui s'occupaient le plus de littérature, et obligé de se joindre par ses conseils, sinon par ses productions, au mouvement quasi fébrile qui fit de cette période une des plus fécondes des annales littéraires de l'Espagne, il trouva le temps d'écrire les articles sur les Classiques et les Romantiques, qu'il publia dans le Correo nacional vers le milieu de 1858. La lutte entre les deux écoles était dans toute son ardeur. Pour terminer un combat qui lui paraissait stérile, Donoso Cortès appliqua pleinement à l'exposition et à la solution des questions soulevées l'éclectisme qu'il avait déjà commencé à abandonner et même à combattre dans le champ politique. Si l'on compare cet opuscule avec son discours pour l'inauguration du collège de Cacerès, et les deux discours qu'il prononça au commencement de 1848, lors de son entrée à l'Académie de la langue, on trouve la même gradation que dans ses écrits philosophiques d'abord, sectateur du christianisme esthétique et sentimental de l'école française, aspirant à la fusion aussi absurde qu'impie du spiritualisme chrétien et du naturalisme païen ; ensuite, philosophe attirer par une secrète impulsion vers la région sereine de la foi vive et de la charité féconde, et rendant un tribut d'admiration sincère au dogme et à la doctrine de Jésus-Christ ; enfin, homme, dont l'admiration d'artiste, pour ainsi parler, changée en amour de vrai chrétien pour la religion de ses pères, exhale ses sentiments dans un hymne sans fin à la miséricorde divine, qui a donné la lumière à son âme, et la tendresse à son cœur. Les articles sur les Classiques et les Romantiques appartiennent à la seconde de ces périodes : c'est l'apologie de la civilisation chrétienne, considérée au point de vue de son influence sur la littérature et les arts, qui n'est que la conséquence de son influence sur les idées et sur les mœurs.

Ce fut là son dernier écrit purement littéraire. Il venait d'être élu député aux *Cortès* par la province de Cadix, et des questions plus importantes allaient l'absorber. On peut imaginer les pensées qui agitèrent son cœur ambitieux quand il se vit en possession de la tribune, après avoir paru avec tant d'éclat dans la chaire et dans les journaux. Il en exprimait certainement quelque chose lorsque, huit années après, écrivant de Paris au *Heraldo*, il parlait de ces deux députés, O'Connell en Angleterre et Olano en Espagne, qui, le premier toute sa vie, et le second une fois, furent *un peuple*. Pour un homme de sa trempe, à l'époque dont nous parlons, victorieux dans toutes les épreuves précédentes, et tout possédé de la vanité philosophique, la tribune devait être ou un chevalet de torture ou un piédestal magnifique. Dieu voulut que ce fût l'un et l'autre.

Ceux qui l'ont vu dans ses grands et solennels moments d'éloquence, dit M. Tejado, maîtrisant l'assemblée subjuguée par le prestige de sa phrase pleine et sonore, de son accent pénétrant, de son air impérieux ; ceux qui ont assisté à ce spectacle, ceux qui savent avec quel éclat cette voix imposante a retenti dans le monde, comprendront difficilement la manière dont le Congrès accueillit le premier discours prononcé par Donoso Cortès.

Ce fut à peu près une risée. L'hostilité des opinions et cette sorte de jalousie qui épie toujours sur un nouveau terrain les réputations déjà faites, se montrèrent sévères jusqu'à l'injure pour une inexpérience, d'ailleurs pleine d'aplomb, qui ne savait ni ménager les dédains ni présenter adroitement les vues inaccoutumées. Il s'agissait d'une question de finances. L'orateur l'élevait justement à la hauteur d'une question politique. Mais, suivant le jugement vulgaire, monter au sommet de la question, c'est sortir de la question. Il lui arriva de parler de Dieu et de la Providence ; Dieu et la Providence dans une affaire de chiffres ! On rit, et souvent les rires se changèrent en huées. Le novice orateur, néanmoins, ne se laissa pas troubler ; il acheva son discours, et comme, au fond, le discours était bon et solide, les applaudissements finirent par le disputer aux rires, et les félicitations tinrent tête aux sarcasmes.

Les progressistes, qu'il avait vigoureusement attaqués, n'eurent donc pas lieu de se féliciter de son demi échec, et lui n'eut pas sujet de s'en alarmer. Il continua la **guerre** qu'il faisait à l'application des doctrines révolutionnaires, marchant désormais à grands pas dans la voie qui devait le conduire à les nier radicalement.

Son instinct, sa raison et maintenant son expérience lui montraient la nécessité de constituer le gouvernement dans une sphère plus vaste et plus libre que ne l'admettait le parlementarisme français importé en Espagne. Un écrit de 1838, la *Monarchie absolue en Espagne*, marque déjà chez lui le triomphe presque complet de la tradition politique espagnole sur les vues doctrinaires où il s'était jusque-là enfermé. Il se sépara davantage encore dans ses articles de 1839, donnés au *Correo nacional*. Excité par l'ardeur de la lutte, guidé par des études historiques plus soutenues que dans sa première jeunesse, il commença véritablement alors à consolider ses idées politiques. Il vit clairement l'erreur de ceux qui identifient l'ancien système constitutionnel espagnol avec le parlementarisme engendré par la Révolution française. Trompés par la ressemblance des formes, l'abîme qui sépare, les principes leur échappe. Lorsqu'ils veulent mettre en pratique la théorie qu'ils déduisent de cet amalgame de contradictions, ils n'aboutissent qu'à fausser la notion du passé et à ôter de ses restes ce qu'ils ont de fécond et d'applicable au présent. C'est contre ces visionnaires que Donoso Cortès s'élève, dans ce passage de son esquisse sur la monarchie absolue en Espagne :

«Ceux qui, méconnaissant complètement la nature et la signification de nos anciennes *Cortès*, reconnaissent en elles un signe de liberté, voient dans leur décadence un signe de servitude. Rien n'est plus opposé aux faits historiques. La vérité est que les *Cortès* n'ont jamais été qu'un champ de bataille, où le trône, l'Église et le peuple ont combattu pour arracher le pouvoir des mains d'une **aristocratie enorgueillie de ses triomphes**. Considérées sous ce point de vue, les *Cortès*, loin de signifier que le peuple était libre, signifient qu'il avait un ennemi puissant qui lui faisait une rude guerre et qui l'obligeait à combattre pour reconquérir son ancienne domination et ses droits immémoriaux. Cela étant, la décadence des *Cortès*, loin d'être un signe de servitude, fut une preuve que le peuple avait obtenu la victoire, et que désormais, pour dominer, il n'avait plus besoin de faire ostentation de ses forces et parade de ses armes. A-t-il eu besoin des *Cortès* pour dominer au temps de Recarède ? En a-t-il eu besoin, quand sa puissante volonté fit sortir des cavernes des Asturies la monarchie de Pélage armée de toutes pièces ? La monarchie absolue, en Espagne, a toujours été démocratique et religieuse ; c'est pourquoi ni le peuple, ni l'Église n'ont jamais vu avec inquiétude l'agrandissement de leurs rois, ni les rois avec méfiance les libertés municipales des peuples et les immunités de l'Église. Pénétrons-nous de cette vérité, et nous tiendrons la cause de nos grandes misères, de nos longues infortunes et de nos désastres présents».

Dans ce moment, l'oligarchie du **juste milieu** réclamait pour elle toutes les prérogatives du trône et toutes les richesses de l'autel ; la constitution politique organisait la méfiance entre le gouvernement et les gouvernés, esprit du constitutionalisme moderne ; la constitution ecclésiastique contenait le germe d'un schisme. En face de cette situation, parler comme on vient de l'entendre ; faire en même temps l'apologie de l'Église catholique en général et de l'Église espagnole en particulier, c'était se proclamer catholique dans l'ordre religieux, traditionaliste et antiparlementaire dans l'ordre philosophique et dans l'ordre politique.

Depuis lors, il n'y a pas un écrit de Donoso Cortès qui ne marque un progrès de son esprit et de son cœur vers les doctrines catholiques. En 1834 et 1836, nous l'avons vu proclamer *la suprématie de l'intelligence* et professer ouvertement les doctrines rationalistes. En 1837 et 1838, il hésite dans la profession de ces doctrines ; il les modifie jusqu'à reconnaître, non plus seulement le co-empire de la raison et de la foi, mais la nécessité où est la raison, si elle ne veut pas succomber, d'invoquer le secours de la foi. En 1839, un article de la *Revue de Madrid*, intitulé : État des relations diplomatiques entre la France et l'Espagne, expliqué par le caractère des alliances européennes, nous donne sa situation philosophique.

Il détermine d'abord les causes générales qui produisent de tout temps les guerres et les alliances entre les nations : ce sont, dit-il, les principes religieux, les principes politiques et les intérêts matériels. Les principes religieux exercent une domination absolue depuis la propagation du Christianisme jusqu'au traité de Westphalie ; depuis ce traité, le catholicisme, qui était l'esprit directeur des relations internationales et des institutions politiques, ébranlé dans sa puissante et magnifique unité, ne gouverna plus l'Europe. Ce fut bientôt le tour des intérêts matériels, et les cabinets fixèrent exclusivement leurs regards sur l'équilibre européen...

«Cependant, avec la chute du principe religieux et la domination du principe matérialiste, la raison humaine s'émancipa complètement... Alors il arriva que la philosophie, cherchant le pourquoi de toutes choses, voulut savoir le pourquoi de toutes les institutions politiques, religieuses et sociales, et cita devant son tribunal les rois, les pontifes et les peuples. Et comme, d'une part, le pourquoi de ces institutions était écrit dans une sphère plus haute que la sienne, tandis que, de l'autre, la philosophie niait tout ce qui était hors de sa juridiction et de son empire, elle nia le pourquoi de toutes les institutions existantes ; elle les dédaigna comme absurdes, les condamna comme monstrueuses, les exécra comme oppressives et arbitraires. Ne pouvant se contenter de cette négation absolue, elle voulut, nouveau Prométhée, dérober le feu du ciel, pétrir de nouveau à sa fantaisie, et animer le vil limon de la terre... Elle voulut réformer toutes les institutions humaines. Il n'y a rien que de logique et de providentiellement nécessaire dans cette folle ambition de la philosophie qui devait causer au monde tant de vertiges, attirer sur les hommes tant de fléaux, répandre sur la terre un trésor de calamités. La philosophie se sépare de Dieu, nie Dieu, se fait Dieu...

Mais, de même que Dieu fit l'homme à Son image et à Sa ressemblance, la philosophie voulut faire la société à sa ressemblance et à son image. A l'imitation de Jésus-Christ, qui donna Son Évangile au monde, elle voulut donner son évangile aux sociétés, leur montrant, au milieu des tempêtes de la révolution, comme Moïse couronné d'éclairs sur la cime orageuse du Sinaï, les **nouvelles tables de la loi**, sur lesquelles étaient écrits les droits imprescriptibles de l'homme. Ainsi la Révolution française devait être logiquement le sanglant commentaire et le terme providentiel de l'émancipation de la raison humaine, comme aussi le dernier de ses égarements».

On ne saurait ni plus formellement rompre avec le rationalisme, ni plus clairement abjurer les principes dont le libéralisme fait la base de sa doctrine et de ses institutions. L'homme pouvait n'être pas animé de cet esprit de piété, sincère et active qui prouve sa foi par ses œuvres, et qui règle ses pratiques sur ses croyances; mais, indubitablement, le penseur et le philosophe était déjà catholique.

Quand les écrits de Donoso Cortès, à l'époque de sa vie où nous sommes, ne nous offriraient pas déjà un système de philosophie catholique directement et explicitement formulé, nous devrions encore l'induire de la tendance chaque jour moins éclectique, chaque jour plus vigoureuse et plus constante, que l'on remarque dans ses opinions et dans ses doctrines. En 1838, dans le *Correo nacional*, il avait attaqué les doctrinaires. Née de la nécessité où la France et l'Europe s'étaient trouvées d'établir des transactions entre des principes opposés, de mettre temporairement la paix entre des intérêts exclusifs, cette école lui parait incapable de résoudre les problèmes sociaux. *Docteurs d'une science impuissante*, critiques et artistes en analyse, dépourvus de tout principe évident, «ils n'ont pu arriver, ni dans leurs études historiques, ni dans leurs études politiques, ni dans leurs études sociales, à une synthèse profonde». Comme école philosophique, il met courtoisement le doctrinarisme à la porte de la science. Comme parti politique, il lui prédit une chute prochaine, éclatante, mortelle. Le 24 février 1848 la prédiction s'accomplit. Les phalanges socialistes placèrent leur terrible dogme sur ce trône que les doctrinaires ne pouvaient défendre.

Le fondement philosophique de la secte une fois renié radicalement, la logique demandait de nier aussi les conséquences pratiques appliquées par cette philosophie à l'ordre politique. Donoso ne recula point. Il écrivait en 1819, au moment des élections générales des Cortès :

«Les électeurs vont décider souverainement de quelle manière doit être interprétée la constitution espagnole. Trois interprétations sont possibles: l'interprétation monarchique, l'interprétation parlementaire, l'interprétation démocratique. Ces trois interprétations donneront pour résultat trois diverses espèces de monarchie: l'interprétation monarchique donnera une monarchie constitutionnelle, qui est la monarchie pure, dans le sens que nous attachons à ce mot, et que nous expliquerons plus loin; l'interprétation parlementaire donnera la monarchie parlementaire, qui est le parlement, plus le roi; l'interprétation démocratique donnera la monarchie démocratique, qui n'est autre chose que la démocratie servie par un parlement et ornée d'un trône... Voyons les caractères qui distinguent ces trois sortes de gouvernement.

«La monarchie constitutionnelle est celle où le pouvoir, limité et un, réside dans une personne qui le transmet héréditairement : cette personne, c'est le roi. La monarchie constitutionnelle diffère de la monarchie parlementaire et de la monarchie démocratique, en ce qu'elle repose sur l'unité du pouvoir, tandis que la seconde et la troisième reposent sur la multiplicité des pouvoirs. Elle diffère de la monarchie absolue, en ce qu'elle est un pouvoir limité, tandis que celle-là est un pouvoir sans limites.

«Nous appelons la monarchie constitutionnelle, monarchie *pure*, parce qu'elle n'est pas faussée par ces principes qui altèrent le caractère d'une monarchie bien ordonnée. La monarchie absolue est faussée, parce que le roi y demande pour lui l'omnipotence sociale : l'omnipotence ne convient qu'à la nature de Dieu ; un homme ou des hommes ne la peuvent réclamer que dans un accès d'orgueil et de délire. Les monarchies parlementaire et démocratique sont des monarchies faussées, parce que le pouvoir de sa nature est indivisible, incommunicable et un ; et dans cette sorte de gouvernement, le pouvoir se partage et se fractionne. Plus clairement : nous appelons *pure* la monarchie constitutionnelle, parce que, dans cette sorte de gouvernement, le pouvoir est aussi loin de la *division* que de *l'omnipotence* : de la division, qui répugne au caractère du pouvoir ; de l'omnipotence, qui répugne à la nature de l'homme. Pour nous, le pouvoir n'est pouvoir que s'il est un ; le pouvoir n'est pas humain s'il n'a pas de limites.

«Comment comprend-on l'unité avec la limite? C'est le problème que les monarchies pures peuvent seules résoudre, c'est-à-dire les monarchies constitutionnelles. Le pouvoir y est *un*, parce qu'il réside exclusivement dans la personne du monarque; il est limité, parce qu'il trouve des limites dans les institutions populaires. Pour nous, le sénat et le congrès ne sont pas pouvoir, parce que le pouvoir n'a pas de pluriel et parce que l'idée de pouvoir est nécessairement associée à celle d'action directe sur le sujet; mais s'ils ne sont pas pouvoir, parce qu'ils n'agissent pas directement sur le sujet, ils sont des institutions qui limitent le pouvoir, parce qu'ils limitent l'action que l'unique pouvoir de la société, c'est-à-dire le monarque, exerce sur le sujet. Tel, est pour nous le caractère des monarchies pures, c'est-à-dire des monarchies constitutionnelles. En elles seules le pouvoir est fort, parce qu'il est un ; en elles seules la société est libre, parce que le pouvoir est limité...

« La monarchie parlementaire, c'est-à-dire la monarchie éclectique des doctrinaires, ne peut être une réalité que là où le parlement est dominé, par une aristocratie puissante : alors le parlement est Roi ; mais, quand le monarque est un pouvoir et quand des individus de toutes classes entrent dans le parlement, la monarchie parlementaire est le chaos, la force parlementaire et la force royale se neutralisent, et, loin qu'il y ait deux pouvoirs dans la société, il n'y en a aucun. Et si, par hasard, une des deux forces remporte la victoire, la monarchie dévore le parlement ou le parlement dévore la monarchie. La monarchie parlementaire ne peut jamais produire, en dernier résultat, que la négation de tout pouvoir ou un pouvoir sans limites, obtenu, non grâce au droit, mais grâce à la victoire ; c'est-à-dire le despotisme du vainqueur et la servitude du vaincu».

Ces citations, qui n'ont pas perdu leur opportunité, suffisent pour montrer que Donoso Cortès professait un corps d'opinions politiques **antiparlementaires**, anti-doctrinaires et anti-éclectiques, bien longtemps avant d'écrire expressément contre le *Libéralisme* parlementaire, doctrinaire et éclectique.

Le parti modéré, auquel appartenait Donoso, ne laissa point passer sans protestations publiques des doctrines si nettement contraires aux dogmes de la Révolution. Toutefois, la crainte de fournir un avantage aux progressistes contint ces dissentiments.

Le publiciste, d'ailleurs, n'abandonnait pas les intérêts propres de son parti, il les défendait avec un éclat qui obligeait ses amis à tolérer ses opinions particulières, malgré le déplaisir de les voir prendre racine parmi eux. La jeunesse du parti, c'est-à-dire la portion la plus exempte de préjugés, s'assimilait volontiers des vues qui passaient, avec raison, pour peu orthodoxes dans la famille doctrinaire.

Les événements politiques du moment ne favorisaient que trop l'hétérodoxie de Donoso Cortès. Vers la fin de 1837, les progressistes, écrasés sous leurs propres excès, sans principe fixe, sans plan, impuissants pour l'action comme pour la résistance, durent céder le poste aux modérés, qui n'avaient pas beaucoup plus de force, quoique plus unis dans un plan plus praticable. Mais le *pronunciamiento* de septembre 1840, préparé par une longue lutte, ramena les progressistes au pouvoir et proscrivit les modérés.

Donoso, soit qu'il eut prévu l'orage, soit qu'il eût vraiment éprouvé le besoin de prendre quelque repos, jouissait en ce moment à Paris d'un congé qu'il avait demandé, dès le mois de juillet, pour rétablir sa santé.

Là commença son importance officielle. Le respect qu'inspiraient son talent et son caractère lui assignait un poste prééminent dans les rangs de cette émigration qui, dispersant alors le parti modéré, réunit un grand nombre de ses membres les plus distingués à Paris, autour de Marie-Christine. Courtisan d'une reine proscrite, d'une mère violemment dépouillée de la tutelle de ses filles et de la régence du royaume ; lié par la reconnaissance envers cette noble darne, qui avait accueilli sa jeunesse et qui se confiait en lui, Donoso fit alors des efforts véritablement héroïques aux yeux des hommes qui connaissaient son indécision lorsqu'il fallait agir.

A la fin du printemps de 1841, il vint à Madrid pour défendre les droits de la reine mère dans la presse et devant le gouvernement sorti du *pronunciamiento* de 1840. En effet, après avoir aussi courageusement que loyalement fait connaître sa mission au duc de la Victoire, il publia, dans le *Correo nacional*, un article sur *l'Incompétente du gouvernement et des Cortès pour examiner et juger la conduite de Sa Majesté la reine mère, en sa qualité de tutrice et curatrice de ses augustes filles.* Mais l'agitation que produisit cet écrit suffit pour éveiller les craintes du gouvernement, et mit fin à la longanimité qu'il avait promis de déployer en présence des moyens légitimes qu'on emploierait pour le rendre juste. Donoso dut abandonner sa mission, et, quelques jours ayant les sanglants événements du 7 octobre de la même année, il se hâta de retourner à Paris. Il y reçut des preuves nouvelles et plus signalées de la confiance royale.

Il entreprit de raconter comme historien les événements dont il connaissait si bien les détails et les ressorts. Il voulait, dans une *Histoire de la Régence de Marie-Christine*, tracer un tableau complet de cette période agitée et instructive de la révolution espagnole. Mais les circonstances lui demandaient d'agir ; il n'écrivit que des fragments. Ces fragments n'ont pas été publiés, les faits et les jugements qu'ils contiennent n'étant pas encore du domaine de l'histoire. Déposés en lieu sûr, ils attendent l'opportunité.

Nous sommes arrivés aux écrits qui forment ce recueil, et le lecteur achèvera lui-même l'analyse des œuvres de Donoso Cortès. A partir de son premier séjour à Paris, tout ce qu'il écrit est catholique. Il n'y manque que cette chaleur, cette lumière, cet enthousiasme que la foi pratique du cœur communique à l'esprit.

L'occasion qu'il eut de s'occuper de la France, en adressant ses brillantes lettres au *Heraldo*, permettra au lecteur français d'apprécier la finesse et la prévoyante sagacité de son esprit politique et littéraire. Il n'y a rien à modifier dans l'opinion exprimée sur plusieurs de nos écrivains et hommes d'État les plus célèbres, et dans le jugement qu'il porte sur nos affaires. Voyez cette peinture de la France de 1842 :

«En France, il n'y a pas de véritable nation, pas de véritable gouvernement, et, dans la nation et autour du Gouvernement, pas de véritable parti. Les **institutions** sont en si complète et rapide **décadence**, que rien ne s'affermit et que tout s'en va en **dissolution**. La foi politique s'éteint chez cette nation ; son bras ne transportera pas les mon-

tagnes. La France a été une nation au temps de l'Empire. La Restauration s'est trouvée en face de deux partis puissants. Aujourd'hui la révolution de Juillet n'a devant elle que la poussière de la nation, la poussière des partis ; et
outre cela, M. Guizot, qui veut conserver ce qu'il voit devoir perdre ; M. Thiers, qui aspire à obtenir ce qu'il ne peut atteindre, et M. Odilon Barrot qui ne sait ce qu'il veut. J'allais passer sous silence M. de Lamartine, espèce de conservateur radical et de poète pratique, dont la nature morale est le résultat de toutes les antithèses. Un mot de cet
homme illustre passera à la postérité la plus reculée. Dans le discours qu'il vient de prononcer devant les électeurs
au sujet de sa candidature, il a laissé échapper de ses lèvres cette remarquable sentence : «Savez-vous ce que
c'est qu'un député ? Un député, c'est un peuple». Je savais, du moins je croyais savoir ce que c'était qu'un député,
avant que M. de Lamartine émit cet aphorisme ; maintenant je ne le sais plus : ce que je sais seulement, c'est qu'un
candidat est une vanité».

Le lendemain, en se jouant avec la même grâce d'esprit, un mot tombe sous sa plume, une pensée lui apparaît, les ailes de l'éloquence et de la poésie s'ouvrent de toute leur largeur, et, dans une improvisation rapide, il développe et il agrandit la thèse de Joseph de Maistre sur la guerre.

Le séjour de Paris lui fut agréable et avantageux. Dans ce pêle-mêle de tous les esprits et de toutes les doctrines, il vit aussi des chrétiens : l'un d'eux, comme il l'écrivit plus tard à Albéric de Blanche-Raffin, bien digne lui-même de le toucher, produisit sur son âme une impression profonde. La curiosité de son intelligence, ou quelque clémente direction de la Providence, le porta aussi ou le ramena vers **Bonald et Joseph de Maistre**. Son bel écrit sur la question d'Orient est un commentaire de deux pensées de Bonald ; commentaire prophétique comme la lumière qui l'a inspiré.

La plus grande partie de son temps était consacrée à l'Espagne. Conseiller de la reine mère, il entretenait une correspondance active avec les membres influents du parti modéré qui, sous sa direction, combattaient et renversaient enfin le gouvernement de septembre. Au printemps de 1843, les modérés ressaisirent le pouvoir. Donoso avait bien droit à une part de la victoire. Il reçut du trône et du pays des marques égales d'estime et de respect. Élu député par sa province natale, son éloquence décida le congrès à avancer le terme fixé par la loi du royaume pour la déclaration de la majorité d'Isabelle II. Isabelle l'envoya aussitôt à Paris comme ministre plénipotentiaire auprès de Marie-Christine, pour préparer dignement la rentrée de cette princesse en Espagne. Au retour de cette rapide mission, il reçut la grand'croix d'Isabelle la Catholique, et la Reine le nomma son secrétaire particulier.

En 1844, il rédigea et soutint dans plusieurs discours le projet de réforme de la constitution de 1857. Ce projet fut adopté en 1845. La même année, on l'appela au conseil royal, et comme il ne jugeait pas que cette charge fut compatible avec celle de secrétaire particulier de la Reine, il se démit de ces dernières fonctions qu'il exerçait depuis dix-huit mois. La Reine, témoignant qu'elle désirait lui conserver un accès facile et fréquent auprès de sa personne, le nomma alors gentilhomme de chambre en exercice. Réélu député pour la cinquième fois, il prononça un savant discours sur les mariages projetés de la Reine et de sa sœur, la question la plus grave dont s'occupassent en ce moment les partis. Il coopéra très efficacement à ces mariages, à l'occasion desquels il reçut du gouvernement français les insignes de grand officier de la Légion d'honneur, et de la Reine le titre de marquis de Valdegamas, vicomte du Valle.

Cette accumulation de titres et de décorations excitait sans cesse et parfois d'une façon assez piquante, la verve de ses amis. Il souriait, aussi parfaitement indifférent aux railleries qu'à la chose elle-même : «Si vous étiez d'exaltés démocrates, disait-il aux railleurs, et qu'il vous fallût aller gagner les volontés dans les carrefours et dans les cafés quel costume prendriez-vous ? la blouse. Eh bien, tout ce que mes idées ont à faire dans le monde se fait principalement dans les palais. Quel costume voulez-vous que je prenne ? celui des courtisans». A l'époque où il était le plus soumis à la vanité, Donoso n'avait jamais eu la vanité des blasons et des titres. Sa simplicité, qui faisait un si beau et si touchant contraste avec l'élévation de son intelligence et la majesté de son langage, ne s'accordait pas de cette vie de courtisan à laquelle le condamnait son intervention forcée dans les affaires publiques.

Ш

Nous voici au dernier acte de cette belle lutte d'un grand esprit contre lui-même, au moment du triomphe. Le triomphe fut précédé d'une période de silence qui fut en même temps une période d'activité intellectuelle étonnante et suprême. De 1843 à 1847, si l'on excepte quelques discours politiques, il n'écrivit rien qui mérite d'être mentionné. Mais dans cet intervalle est, arrivé le moment de Dieu. Il a vu mourir son frère, qu'il aimait jusqu'à se faire un reproche d'avoir tant aimé une créature humaine, et son cœur est devenu chrétien, comme son esprit l'était depuis long-temps.

Pressé de faire fructifier le don de Dieu, et comme s'il sentait que la récompense sera prompte, il se livre au travail avec une énergie qui dépasse tout ce que l'on avait vu de lui jusqu'alors. Il refait complètement ses études d'histoire et de philosophie, il tire de volumineux extraits de ses lectures, il écrit dans les journaux, il rédige des rapports comme conseiller royal, il prend part à la gestion des affaires publiques, il prononce des discours à la Chambre, il se prodigue à

sa nombreuse clientèle et à ses amis ; et au milieu de ce travail sans relâche, tout à tous, suivant le conseil de l'Apôtre, il est tout à Dieu, à la prière et aux œuvres de charité.

La confiance de la Reine vint ajouter un surcroît à ses occupations multipliées : en qualité de maître, il écrivit pour cette auguste élève quelques Études sur l'Histoire, dignes d'attention, parce qu'elles sont les prémices de ses études théologiques et l'unique production où il se soit proposé directement d'aborder la philosophie de l'histoire. Les notions préliminaires renferment un plan d'histoire universelle qui diffère peu de celui qu'à suivi Bossuet. Seulement, dans la première section de sa division chronologique, consacrée aux temps primitifs, il pose et traite des questions qui, sans s'écarter tout à fait de son but historique, relèvent plus spécialement de la théologie, telles que l'acte créateur de la toute-puissance divine, l'institution de la famille, le péché et le mal, la cause et la peine de la faute commise par nos premiers parents, le libre arbitre, la grâce avant et après le péché.

Qu'on ne se hâte pas de le taxer de témérité en revoyant aborder de pareils sujets. Il parlait avec modestie ou plutôt avec humilité de ses connaissances en ce genre élevé, et il disait qu'il n'était pas même écolier. Cependant il s'était mis à la forte école des Pères des premiers siècles, et les juges expérimentés qui ont examiné ses écrits en ont rendu témoignage, reconnaissant la trace lumineuse de ces beaux génies dans les hautes conceptions qui avaient dérouté le prétendu théologien français dont il dut plus tard subir la malséante critique.

Trois autres morceaux trouvés parmi ses papiers paraissent avoir été destinés à former l'introduction d'une philosophie catholique dont le plan est indiqué dans ses notes de dernière date. Il y traite de la société et du langage, de l'erreur fondamentale de la théorie sur la perfectibilité et le progrès de l'homme, et de la charité chrétienne.

On peut conjecturer que les travaux préparatoires nécessités par ces écrits ont suggéré à Donoso l'idée de les assembler en un corps de doctrine : ils contiennent évidemment les matériaux, qui lui ont servi à écrire l'Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme.

Cependant la Révolution de 1848 avait éclaté. Répandue dans le monde européen, elle y multipliait ses ravages : elle avait commis le grand forfait de Rome, le Saint-Père était chassé de son siège par une bande d'assassins. Donoso Cortès jugea que le moment était venu de dire toute sa pensée et de la dire si haut que le monde pût l'entendre. Il prononça son discours du 4 janvier 1849. On sait quel en fut l'effet. Aucune parole humaine, à cette époque d'universelles clameurs, n'a en un pareil retentissement ; la conscience publique fuit comme vengée des blasphèmes du malheureux qu'il nomma dans cette mémorable harangue : «Proudhon, le dernier impie».

Le gouvernement espagnol donna une preuve de haute intelligence en choisissant l'éminent orateur comme ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berlin, centre de la philosophie allemande et poste avancé d'où il pouvait travailler à renouer les rapports interrompus de l'Espagne avec la Russie. Il y étudia de près le débordement intellectuel des modernes écoles germaniques, et il écrivit de là une série de dépêches que la politique n'a pas permis encore de mettre au jour, mais qui peuvent attendre et qui paraîtront dignes de la postérité. Ce fut aussi pendant cette légation qu'il écrivit ses deux *Lettres à M. de Montalembert*. Il en permit la publication dans *l'Univers*, journal auquel il accordait toutes ses sympathies, sans connaître personnellement alors aucun de ceux qui le rédigeaient. Le retentissement de ces Lettres fut pareil à celui du discours du 4 janvier, dont elles égalent d'ailleurs et dont, peut-être, elles surpassent le mérite. Il était désormais un des hommes qui sont écoutés du monde.

Sa mission en Prusse était terminée ; il traversa Paris pour retourner à Madrid. L'état moral de l'Espagne l'affligea profondément. «Vous le comprendriez d'un seul mot, nous écrivait-il, je fais de l'opposition! » Il prononça, le 31 janvier 1850, son discours sur la situation générale de l'Europe. Ce discours provoqua la chute du ministère Narvaez et fit éclater contre l'orateur des haines qui jusqu'alors l'avaient épargné. On lui pardonnait son génie parce que sa politique, disait-on, était dans les nuages. Mais le jour où il descendit dans cette politique *pratique*, si fière d'être au-dessous de lui, et se mit à en remuer la fange, toutes les vanités blessées et toutes les bassesses démasquées se réunirent pour l'accabler d'injures, choisissant l'instant même où il donnait la plus belle preuve de son immense amour pour la vérité et de son dévouement sans bornes à la cause du bien éternel. Les calomnies effrontées, les réticences malignes, la dérision, tout fut mis en œuvre et prodigué contre sa personne, quand l'*Essai sur le catholicisme* parut.

En nous rappelant, nous qui parlons ici, qu'il avait écrit l'*Essai* à notre prière et pour encourager une œuvre d'utilité catholique, nous voudrions oublier que ce service rendu à la cause religieuse devint pour lui, en France même, la cause du chagrin le plus amer et assurément le plus inattendu.

Il était à Paris, revêtu de la dignité de ministre plénipotentiaire. Comme nous l'avons dit, le respect et l'admiration publics lui faisaient une position plus haute encore que son rang officiel. Avec une générosité de cœur comparable seulement à la grandeur de son esprit, non seulement il ne craignait pas de se déclarer dans le monde l'apôtre de la vérité, mais il descendait au besoin jusqu'à la presse pour y défendre ses convictions. C'était assurément le premier ambassadeur qui eût donné un pareil exemple ; ce sera longtemps le seul, probablement. Il était ainsi devenu, au grand avantage de la religion, l'un des hommes considérables de la société française. Ce fut dans cette situation qu'une sorte de pamphlet, publié par un journal religieux, vint tout à coup l'atteindre, au mépris des convenances comme en dehors de toute justice. Un grand vicaire de monseigneur l'évêque d'Orléans, ecclésiastique personnellement estimable, dit-on,

mais profondément inconnu jusqu'alors et qui n'avait donné au public ni à personne aucune opinion de son mérite, s'était soudainement enflammé d'un zèle amer contre les laïques qui écrivent en faveur de la religion. A son avis, ces laïques faisaient à l'Église un mal incalculable par la présomption ignorante de leurs apologies, pleines de violences et d'erreurs: témoin M. Donoso Cortès et son Essai sur le catholicisme. C'était le prétexte et le début d'une longue critique, où l'on prétendait prouver que l'Essai contenait un ramas de toutes les hérésies qui ont affligé l'Église.

Donoso Cortès, profondément blessé, non de la critique, qu'il ne pouvait pas croire redoutable, mais du procédé, tint dans cette circonstance pénible une conduite aussi digne que celle de son adversaire avait été précipitée et peu courtoise.

En particulier, il se plaignit de cette agression publique contre un écrivain dont on ne pouvait pas suspecter les intentions et dont on devait davantage ménager le caractère officiel. Il prétendait, avec raison, qu'avant de l'attaquer son adversaire aurait dû le prévenir et le mettre en mesure de reconnaître et rétracter lui-même les erreurs où il avait pu tomber, bien contre son gré, puisque, avant de publier son livre, il l'avait fait examiner. Il ajoutait qu'en tout cas le critique aurait dû s'abstenir de certaines railleries, doublement déplacées lorsqu'elles se trouvaient sous la plume d'un prêtre et lorsqu'elles s'adressaient à un ambassadeur. Publiquement, il soumit son livre, ses opinions et sa personne au jugement de Rome et il attendit. Le livre et la critique ont été jugés. Les juges ont dit de quel côté étaient la présomption et l'ignorance. Celui qui s'était constitué trop légèrement le champion de l'orthodoxie ne sut pas même honorer sa défaite en la confessant. L'accusé ne connut pas sa victoire. Lorsque l'hommage déjà rendu à sa foi et à son génie par les examinateurs romains arriva à Paris, on faisait ses funérailles.

Cette affaire lui fut vraiment pénible. Elle affligea ses derniers jours à cause des étroits sentiments et des divisions dont elle lui apportait si cruellement le témoignage. Au fond, et il ne l'ignorait pas, on avait moins attaqué son livre que ses sympathies et ses amitiés; et dans quel but ? On a peine aujourd'hui à se rendre compte de ces emportements de la passion, tant l'objet en paraît misérable. Cependant cette passion a résisté même à sa mort, et le journal qui s'en était fait l'organe, en publiant l'attaque contre Donoso Cortès, n'a point inséré le jugement qui la réfutait. Silence inique et qui nous défend à nous-même de nous taire. Il faut faire rougir ceux qui ne se repentent point,

Peu de critiques avaient précédé celles dont nous venons de parler, et elles s'étaient tenues dans les bornes de la politesse. Avant de les indiquer, donnons un court aperçu des idées de Donoso Cortès sur la situation et sur l'avenir du monde.

IV

Il voyait le monde partagé en deux civilisations entre lesquelles il y a un abîme, celle du catholicisme et celle de la philosophie. La civilisation catholique contient le bien sans mélange de mal, la civilisation philosophique contient le mal sans mélange de bien ; toutes deux se nient radicalement, toutes deux se combattent invinciblement, entre elles point d'accord possible ; laquelle des deux doit l'emporter sur l'autre? Il répondait : Naturellement, et à moins d'une intervention divine, la civilisation philosophique l'emportera, et elle réduira les hommes à l'esclavage.

Il tirait sa preuve de la marche rapide et du caractère pernicieux des révolutions contemporaines, qui se font toutes par civilisation philosophique, toutes au nom de la liberté, et qui toutes doivent logiquement aboutir à la diminution, à la suppression, à la négation suprême et définitive de toute liberté. Dans son discours du 4 janvier, il demande aux progressistes espagnols, grands parleurs de liberté, s'ils ignorent que déjà la liberté n'est plus :

«N'avez-vous pas assisté comme j'ai assisté moi-même, en esprit, à sa douloureuse passion? Ne l'avez-vous point vue persécutée, raillée, perfidement frappée par tous les démagogues du monde? Ne l'avez-vous point vue traîner son angoisse sur les montagnes de la Suisse, sur les quais de la Seine, sur les bords du Rhin et du Danube, sur le rivage du Tibre; ne l'avez-vous point vue enfin monter au Quirinal, qui a été son Calvaire?... Oui, la liberté est morte, et elle ne ressusciterai ni au troisième jour, ni à la troisième année, ni au troisième siècle peut-être. Vous vous effrayez de la tyrannie que nous souffrons? Vous vous effrayez de peu; vous verrez bien autre chose... Le monde marche à grands pas à la constitution d'un despotisme le plus terrible et le plus gigantesque que les hommes aient jamais vu... »

Et il développait ce beau et saisissant parallèle des *deux freins*, qui est resté dans toutes les mémoires. Il n'y a que deux sortes de répressions possibles contre l'homme, l'une intérieure, l'autre extérieure ; l'une religieuse, l'autre politique. Elles sont de telle nature que, quand le thermomètre religieux est élevé, le thermomètre de la politique est bas, et quand le thermomètre religieux est bas, le thermomètre politique, la répression politique, la tyrannie, s'élève. C'est une loi de l'humanité. Voyez le monde de l'autre côté de la croix : la société ne se composait que de tyrans et d'esclaves ; c'est le règne de la répression politique. La liberté, la liberté véritable, la liberté de tous et pour tous n'est venue au monde qu'avec le Sauveur du monde. Jésus fonde avec Ses disciples la seule société qui ait

existé sans gouvernement. Entre Jésus et ses disciples, point d'autre gouvernement que l'amour du Maître pour ses disciples, et l'amour des disciples pour leur Maître. La répression étant complète, la liberté est absolue.

Mais, dès les temps apostoliques, les hérésies commencent à germer ; aussitôt devient nécessaire un germe de gouvernement. Il n'y a pas encore de tribunaux parmi les chrétiens, mais il y a des contestations, et par conséquent des arbitres, qui sont comme un embryon de gouvernement. A mesure, que la corruption se développe, le gouvernement grandit. Arrivent les temps féodaux : la religion, encore à sa plus grande hauteur, est cependant viciée par les passions humaines ; la nécessité se fait sentir d'un gouvernement effectif, si faible qu'il soit : on voit s'établir la monarchie féodale, la plus faible de toutes les monarchies. Au seizième siècle, le schisme luthérien éclate : avec ce grand scandale politique et social, avec cet acte d'émancipation intellectuelle et morale des peuples, coïncide l'institution de la monarchie absolue. Ce n'est pas assez. Le thermomètre religieux descend encore, le thermomètre de la répression politique s'élève davantage : on a les armées permanentes. Ainsi la répression politique monte à l'absolutisme et même au delà. Avec le privilège de l'absolutisme, les gouvernements demandent et obtiennent d'avoir, pour se défendre et défendre avec eux la société, un million de bras. Est-ce tout ? Non, car le thermomètre religieux continue de baisser. Quelle institution nouvelle est alors créée ? Les gouvernements disent : Nous n'avons pas assez d'un million de bras, il nous faut un million d'yeux, et ils ont la police. Mais l'armée et la police ne peuvent à elles seules maintenir l'ordre et la sécurité dans cette société où manque de plus en plus la répression intérieure. On forme donc un monstre nouveau, qui entendra tout et qui aura la main partout . c'est la centralisation administrative. On a tout cela et comme le thermomètre religieux continue de descendre, tout cela est encre trop peu ; et alors la nature livre au génie épuisé du gouvernement quelques-uns de ses secrets, pour agrandir le despotisme dont les sociétés ont besoin. Avec la vapeur et la télégraphie électrique, elle lui donne la faculté d'être en même temps partout. Telle était la situation de l'Europe, quand un bruit universel de catastrophes et de révolutions vint annoncer qu'il n'y avait pas encore assez de despotisme dans le monde, par la raison que le thermomètre religieux était à zéro !...

«Et maintenant, de deux choses l'une : ou la réaction religieuse vient, ou elle ne vient pas. S'il y a réaction religieuse, vous verrez bientôt comment, à mesure que montera le thermomètre religieux, commencera de descendre naturellement, spontanément, sans nul effort de la part des peuples ou des gouvernements, le thermomètre politique, jusqu'à ce qu'il marque le chiffre tempéré de la liberté des nations. Mais si, au contraire, le thermomètre religieux continue de descendre, je ne sais où nous nous arrêterons. Je ne le sais, et je tremble en y pensant. Si aucun Gouvernement n'était nécessaire alors que la répression religieuse se trouvait à son apogée, maintenant que la répression religieuse n'existe plus, aucun genre de Gouvernement sera-t-il suffisant pour réprimer ? Tous les despotismes à la fois y suffiront-ils ?...

Dans le monde ancien, la tyrannie se montra féroce et impitoyable, et cependant cette tyrannie était matériellement limitée, tous les États étant petits et les relations internationales étant de tout point impossibles : en conséquence, dans l'antiquité, il ne put y avoir de tyrannie sur une grande échelle, si ce n'est celle de Rome. Mais à présent, combien les choses sont changées ! Les voies sont préparées pour un tyran gigantesque, colossal, universel; tout est préparé pour cela. Il n'y a plus de résistances, soit matérielles soit morales. Il n'y a plus de résistances matérielles, parce que avec les bateaux à vapeur et les chemins de fer il n'y a plus de frontières, et avec le télégraphe électrique plus de distances ; et il n'y a plus de résistances morales, parce que tous les esprits sont divisés et tous les patriotismes morts».

Cette réaction religieuse, l'unique salut de la société, Donoso Cortès l'estimait possible ; il avait le chagrin de ne pas la juger probable. Il croyait que le mal avait gagné trop de profondeur. Il écrivait de Berlin, le 4 juin 1849, à M. de Montalembert :

«En donnant pour mort l'empire de la foi, et en proclamant l'indépendance de la raison et de la volonté de l'homme, la société a rendu absolu, universel et nécessaire le mal, qui était relatif, exceptionnel et contingent. Cette période de rapide rétrogradation a commencé en Europe avec la restauration du paganisme littéraire, qui a amené successivement les restaurations du paganisme philosophique, du paganisme religieux et du paganisme politique. Aujourd'hui le monde est à la veille de la dernière de ces restaurations : la restauration du paganisme socialiste».

Un mois après, le 10 juillet, il répondait en ces termes aux critiques de quelques libéraux espagnols :

«La société européenne se meurt. Les extrémités sont froides, le cœur le sera bientôt. Et savez-vous pourquoi elle se meurt ? Elle se meurt parce qu'elle a été empoisonnée ; elle se meurt parce que Dieu l'avait faite pour être nourrie de la substance catholique, et que des médecins empiriques lui ont donné pour aliment la substance rationaliste. Elle se meurt parce que, de même que l'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu, de même les sociétés ne périssent pas par le fer, mais par toute parole anticatholique sortie de la bouche des philosophes. Elle se meurt parce que L'ERREUR TUE, et que cette société est fondée sur des erreurs. Sachez que tout ce que vous tenez pour incontestable, est faux. La force vitale de la vérité est si grande que, si vous étiez en possession d'une vérité, une seule, cette vérité pourrait vous sauver. Mais votre chute est si profonde, votre décadence si radicale, votre aveuglement si complet, votre nudité si absolue, que cette vérité vous ne l'avez pas.

Par cette raison, la **catastrophe** qui doit venir sera dans l'histoire la catastrophe par excellence. Les individus peuvent se sauver encore, parce qu'ils peuvent toujours se sauver ; mais la société est perdue, non qu'elle soit dans

une impossibilité radicale, mais parce que, selon moi, il est évident qu'elle ne veut pas se sauver. Il n'y a pas de salut pour la société, PARCE QUE NOUS NE VOULONS PAS FAIRE DE NOS FILS DES CHRÉTIENS. Il n'y a pas de salut pour la société, parce que l'esprit catholique, seul esprit de vie, ne vivifie pas tout, ne vivifie pas l'enseignement, le gouvernement, les institutions, les lois, les mœurs. Changer le cours des choses dans l'état où elles sont, serait, je ne le vois que trop, une entreprise de géants. Il n'y a point de pouvoir sur la terre qui, par soi seul, puisse en venir à bout, et c'est à peine si tous les pouvoirs, agissant de concert, parviennent à la consommer. Je vous laisse à juger si ce concert est possible, jusqu'à quel point il l'est, et à décider si, même cette possibilité admise, le salut de la société ne serait pas de toutes manières un miracle».

Le monde est plein d'esprits mitoyens à qui toute conviction vigoureuse déplaît, et que toute affirmation nette et tranchée surprend et impatiente. Il y a de ces esprits parmi les catholiques, et en plus grand nombre qu'il ne serait naturel d'en trouver ; ils sont un des signes fâcheux de ce temps, où la vérité est si fort diminuée parmi les hommes. La voie de salut que Donoso Cortès indiquait à la société leur paraissant aussi difficile qu'à lui, et peut-être plus radicalement impraticable qu'il ne disait, ils ne tardèrent pas à lui reprocher ses «EXAGÉRATIONS». Ils commencèrent dès que les victoires du parti de l'ordre eurent un peu éclairci l'atmosphère politique. Ou ils espérèrent alors que la société pourrait se sauver par la seule force et la seule sagesse des gouvernements, sans se pénétrer de cet esprit catholique contre lequel tant de gens de bien sentaient renaître leurs répugnances ; ou ils crurent à la possibilité de réintroduire le catholicisme en secret, par de délicates mesures, qui ne donneraient l'éveil à aucun de ceux que son existence importune, et ils craignirent que la voix trop retentissante de Donoso Cortès ne vint déranger une si belle opération. Quelques-uns aussi, peut-être, cédèrent à cette tentation qui nous porte à nous asseoir sur notre petit tribunal pour faire la part de l'éloge et du blâme aux gens qui ont l'indiscrétion, en passant devant nous, de nous trop couvrir de leur ombre. En Espagne, les libéraux l'accusèrent d'erreurs manichéennes. En France, quelques catholiques trouvèrent du fatalisme dans sa manière d'envisager l'avenir.

L'illustre écrivain ne dédaigna pas de se défendre. Il ne se croyait pas fataliste pour penser que la société, s'étant perdue, en s'éloignant de Dieu, ne se retrouverait qu'en revenant à Dieu. A son avis, il est vrai, elle s'était si fort éloignée et si effroyablement perdue, qu'il doutait si elle parviendrait à retrouver sa voie, si même elle voudrait le tenter. Mais il n'engageait point sa parole contre la miséricorde divine, et sa vie témoignait assez qu'il ne prêchait pas une résignation inactive. Il croyait que la France, sous la DOUBLE IMPULSION DE L'ESPRIT CATHOLIQUE ET DE LA FORCE MONAR-CHIQUE, pouvait devenir l'instrument d'un changement immense.

Cependant il ne cessait de dire que le monde n'avait pas grand sujet d'espérer. Ses alarmes ne paraîtront pas sans fondement à ceux qui liront ses deux derniers écrits : la lettre adressée de Paris, le 19 juin, au cardinal Fornari, cidevant nonce apostolique en France, où Donoso Cortès et lui s'étaient connus et appréciés, sur le *principe général des plus graves erreurs de nos jours* ; et celle qui suivit bientôt après, au directeur de la *Revue des Deux Mondes*, sur le moyen âge et le parlementarisme.

Ces deux écrits, qui se complètent, sont certainement ce que Donoso Cortès a fait de plus puissant et de plus beau. Il les traçait au moment de mourir, comme si un instinct, l'avertissait de résumer sa pensée et de donner au monde un dernier avertissement. C'est là véritablement qu'on le voit tel qu'il était, en possession de tout son génie fortifié par l'étude, éclairé par l'expérience, inspiré pas la vérité. Personne, de nos jours, n'a jeté un regard si profond sur le mal de la société, n'en a si durement démontré la source et mesuré l'étendue. En méditant ces pages brèves, mais pleines et lumineuses, on est tenté de croire que l'auteur n'est pas mort trop tôt, et qu'en effet, comme il l'annonçait lui-même, il n'avait rien de plus à dire. Les hommes qui veulent ignorer les immenses périls de la civilisation, et ceux (en général, ce sont les mêmes) qui proposent pour remède les **institutions parlementaires**, qu'ils appellent les *institutions libres*, feront bien de ne point l'écouter ; leurs illusions n'y résisteraient pas.

Un critique de Donoso Cortès, d'ailleurs plein de respect pour sa personne et de sympathie pour son talent a écrit qu'il ne fallait, pour sauver le monde, «que les moyens ordinaires de la Providence : de grands papes, de grands princes, de grands rois ».

Ces moyens ordinaires de la Providence ne sont pas les moyens ordinaires de l'humanité. Donoso Cortès ne prétendait pas qu'il en fallût de plus puissants. Lorsqu'il disait que le mal triomphe naturellement du bien et n'est vaincu que par une action directe, personnelle et souveraine de Dieu, il n'entendait pas que Dieu dût en quelque sorte combattre de Sa personne. Dieu envoie Ses saints, remplis de Son esprit, persévérants jusqu'à la mort, investis, s'il le faut, du don des miracles, et c'est assez, comme l'histoire en témoigne partout.

Ne l'oublions pas cependant c'est assez pour soutenir la lutte ; c'est assez pour obtenir, après de longs et sanglants combats, un de ces répits durant lesquels l'Église se repose à l'abri de quelque calvaire formé d'ossements de martyrs. Mais la victoire définitive n'est pas réservée aux efforts des chrétiens. Dans la bataille qui précédera le dernier jour, la vérité ne triomphera que par l'intervention directe, personnelle, souveraine de Jésus-Christ ; le Fils de Dieu viendra et vaincra tout seul.

L'époque de ce dénouement est le secret de Dieu. Donoso Cortès croyait seulement qu'à travers ces alternatives de succès et de revers, le mal, quoiqu'il puisse être vaincu plusieurs fois encore, ira grossissant son armée ; et que le bien, quoiqu'il puisse être plusieurs fois encore vainqueur, sentira progressivement s'affaiblir sa sève, son ardeur, sa vertu, aura par conséquent de plus en plus besoin de cette assistance surhumaine qui n'est pas encore, si l'on veut parler rigoureusement, *l'intervention directe* de Dieu, mais qui déjà n'est plus l'œuvre et le fait de l'homme. Qu'importe que le bras de Dieu ne paraisse pas, si l'on voit Son ombre ?

Quelles sont, au juste, les forces respectives du mal et du bien? Autre problème, autre secret I A les peser aux balances de la simple raison, le mal l'emporte. Son armée est immense ; le premier cri de guerre, surtout le premier avantage, en décuplerait le nombre et l'audace. Voyez par combien de points la société est vulnérable, quels remparts démantelés et vingt fois franchis elle oppose à ses destructeurs, et comme tout cela n'est en vérité, qu'une poussière! Sans doute, mû par des prières plus puissantes que toutes les iniquités humaines, Dieu peut tout changer. Dans cette balance du mal et du bien, le seul poids d'un saint fera descendre le plateau qui monte. Ce sera un miracle. Le monde en a besoin ; Dieu le fera-t-II ? Oui, si les destinées de l'humanité ne sont pas accomplies.

Mais un miracle même ne nous sauvera pas sans **catastrophes**. Ces grands saints, nous les appelons grands parce qu'ils ont quelque chose de plus que cette sainteté, qui est en quelque sorte le sel quotidien de la terre et qui l'empêche de se corrompre jusqu'à exciter l'horreur et l'abomination du Ciel. Ils viennent avec une mission expresse, pour réparer d'immenses désordres par d'immenses travaux. Aujourd'hui que le désordre est à peu près sans bornes et que la société s'est constituée sur la négation de Dieu, quel devra être le travail ?

Relever des ruines, c'est un combat qui fait des ruines. Les saints n'ont pas coutume de paraître uniquement en conciliateurs. Ils prêchent la pénitence et ils l'apportent. Ils sont généraux d'armée. Soit qu'ils aient mission de délivrer le peuple de Dieu pressé et accablé d'ennemis, soit qu'ils le mènent aux agrandissements et aux conquêtes, ils ébranlent le monde.

Il y a une barbarie et une idolâtrie nouvelles sur la terre; nouvelles du moins depuis la régénération du genre humain par. le sang de Jésus-Christ. La barbarie savante a créé des moyens d'oppression inouïs; l'idolâtrie des jouissances matérielles affaiblit le petit nombre de ceux qui les possèdent autant qu'elle affame ceux qui ne les possèdent pas. Une incrédulité plus que sauvage, non-seulement à l'égard religieux, mais à l'égard des prescriptions de la simple morale, se cache sous le vernis des conventions sociales et des conventions politiques; la police, incrédule elle-même, est le seul ciment de l'édifice. On sacrifie tout à la fortune, et l'ambition se dégrade jusque n'avoir plus d'autre mobile que le bien-être. Dans nos dernières révolutions, on n'a guère vu de martyrs et de héros que pour des doctrines qui font horreur. Un cynique mépris de l'opinion et de soi-même, du dévouement pour le mal, voilà le caractère saillant de la civilisation. Ceux mêmes qui voudraient sauver la société laissent tout à faire à Dieu. Mais si Dieu ne veut pas tout faire?

Cherchez dans le monde où se trouve l'armée du saint qui sauvera le monde ! Dieu, sans doute, suscitera l'armée lorsqu'il suscitera le saint. Aujourd'hui il n'y a que deux armées doctrinales sur la terre, deux armées destinées à se confondre ; celle du socialisme et celle du despotisme.

Nous avons remarqué que les premiers regards politiques de Donoso Cortès avaient entrevu la Russie comme une menace élevée contre la civilisation philosophique, dont elle est l'œuvre et dont elle sera le châtiment.

Loin de craindre la Russie, beaucoup de gens espèrent en elle. Ils n'ont pas étudié sa politique à l'égard des catholiques, ou ils n'en tiennent pas compte. Le gouvernement russe peut partager l'erreur qui voit en lui l'ennemi et le vainqueur du socialisme. Cette erreur ne change rien à la nature des choses. Entre le despotisme moscovite et le socialisme européen, il existe une affinité profonde. Isolément, ils agissent de même et l'un pour l'autre ; un jour ils n'auront qu'une seule et même action.

Quand, d'une part, le socialisme aura détruit ce qu'il doit naturellement détruire, c'est-à-dire les armées permanentes par la guerre civile, la propriété par les confiscations, la famille par les mœurs et par les lois ; et quand, d'une autre part, le despotisme moscovite aura grandi et se sera fortifié comme il doit naturellement se fortifier et grandir, alors le despotisme absorbera le socialisme, et le socialisme s'incarnera dans le Czar ; ces deux effrayantes créations du génie du mal se compléteront l'une par l'autre. Après avoir donné au Czar ses alliés les plus utiles, le socialisme, qui n'a ni Dieu ni patrie, lui fournira ses plus impitoyables instruments. On sait déjà ce qu'ils savent faire l'un sans l'autre ; on le voit en Suisse et en Pologne. Tous deux ont déclaré la guerre à l'Église de Jésus-Christ. Maîtres du monde, ils écraseront le monde d'une chaîne que les âmes porteront comme les corps, et rien de semblable ne se sera vu sur la terre. Les socialistes aideront le Czar à traquer la conscience, qui est la liberté, dans son dernier refuge. Ils lui dénonceront toute pensée assez fière pour ne pas l'adorer : et lui leur donnera, sous ses pieds, cette égalité de la dégradation, qui est le rêve et le supplice de leur envie.

Ainsi sera châtié l'orgueil de la civilisation philosophique ; ainsi gémiront, sous le joug de l'homme, ces Titans de la science et de la raison humaines, qui ont entrepris de secouer le joug de Dieu. Ils sauront ce qu'ils ont perdu lorsque,

voyant persécuter l'Église, ils ont dit : Qu'importe ? Elle nous gênait, laissons-la périr. Elle nous a donné la liberté et la science, mais nous sommes grands et forts, et nous pouvons bien marcher sans son appui!

Ils sauront que, par ce conseil ingrat et lâche, ils ont démantelé la forteresse de la civilisation, répandre partout le poison des guerres civiles, tari dans chaque peuple en particulier la source du patriotisme national, et préparé dans l'Europe entière l'extinction du patriotisme chrétien.

Au moyen âge, les princes de l'Europe, sous l'inspiration des saints, pointaient les frontières de l'Europe et du christianisme jusqu'au delà des mers, sur le sol de l'ennemi. Notre siècle verra peut-être, et verra sans étonnement des princes soi-disant chrétiens guider dans le cœur de l'Europe des armées d'infidèles qui viendront y établir le despotisme anti-chrétien. Ils auront ce spectacle, ces savants et ces politiques qui, aujourd'hui encore, livreraient avec joie Rome aux bandes socialistes. Mais alors ils connaîtront enfin la vérité.

Ils sauront que par l'abandon des croyances divines, ils se sont avilis eux-mêmes jusqu'à devenir les suppôts de la tyrannie, du moins jusqu'à la subir ignoblement. Les meilleurs, jetant un regard humilié sur la gloire des derniers martyrs, trembleront que quelque valet de police, accouru des bords de la Newa, ne les accuse d'admirer en secret ceux qui confesseront encore Dieu et la patrie.

Tel sera ce **despotisme** sans pareil que prévoyait Donoso Cortès : sans pareil, parce qu'il s'exercera sur une société tombée des hauteurs de l'Évangile, et qu'aucune civilisation n'avait encore permis à l'orgueil humain de se précipiter d'un si glorieux sommet ; sans pareil aussi parce que d'une part, **l'amollissement universel des courages**, et que, de l'autre, les développements inexorables des moyens matériels de gouvernement, concourront pour rendre **toute résistance générale impossible**. A peine quelques têtes isolées se dresseront et provoqueront noblement la mort. Elles ne la provoqueront pas longtemps! Entre la main du despote et le cœur de la victime, il y aura en vain l'immensité de l'empire : la colère du maître pourra tuer comme la foudre ; l'électricité portera les sentences, et le bourreau répondra le jour même qu'elles sont exécutées.

Et, pour que toute l'Europe en vienne là, que faut-il?

«Il faut que la Révolution, après avoir dissous la société, dissolve les armées permanentes; en second lien, que le socialisme, dépouillant les propriétaires, éteigne le patriotisme, parce qu'un propriétaire dépouillé n'est pas, ne peut pas être patriote: en effet, dès que la question a été poussée jusqu'à ce terme, jusqu'à cette angoisse, tout patriotisme meurt au cœur de l'homme. En troisième lieu, il faut que se réalise la confédération de tous les peuples slaves sous l'influence et le protectorat de la Russie. Les nations slaves comptent 80 millions d'habitants. En bien, lorsque la Révolution aura détruit en Europe les armées permanentes, lorsque les révolutions socialistes auront éteint le patriotisme de l'Europe se sera accomplie la grande confédération des peuples slaves, lorsque, dans l'Occident, il n'y aura plus que deux armées, celle des spoliés et celle des spoliateurs, alors l'heure de la Russie sonnera l... » (Discours sur la situation générale de l'Europe).

Ce ne sont là que des conjectures, sans doute ; mais ces conjectures n'ont rien de contraire à la raison, rien de contraire aux enseignements de l'histoire. Le colosse qui épouvante les regards de l'homme d'État peut crouler, en une heure au souffle de Dieu ; les plaies profondes qui rongent l'Europe peuvent, si Dieu le veut, se cicatriser promptement. Dieu a fait guérissables les nations de la terre. Nous savons comment elles peuvent guérir, et l'exemple de Ninive permet aux coupables d'espérer encore, même quand l'arrêt est rendu, même quand il est signifié. Dieu enverra pour nous guérir de grands papes, de grands princes, de grands saints... Conjectures aussi ! conjectures plus consolantes, sans doute ; mais pourtant, conjectures.

Le plus sûr est de **ne pas mépriser** l'avertissement des hommes de foi à qui Dieu a donné le génie, et de **commencer par nous-mêmes**, à leur exemple et comme Donoso Cortès l'a fait si pleinement, cette **réforme** sans laquelle le monde ne sera pas sauvé.

٧

Donoso Cortès n'aimait pas les contestations publiques ; il en attendait peu de fruits, et il les évitait au autant que possible ; mais il était trop le serviteur de la vérité pour mépriser les objections et les contradictions qui se produisaient avec convenance. On a vu comment il répondit au critique de son *Essai* : ne voulant pas garder le silence, à cause du caractère de son adversaire, ne voulant point le combattre pour n'être point tenté de qualifier ses procédés en repoussant ses objections, il proclama publiquement son entière soumission aux enseignements de l'Église, et il envoya son livre à Rome, condamnant d'avance, sans réserves les restrictions d'aucune sorte et sans exiger aucune forme d'explication, tout ce que Rome condamnerait.

Ce fut le dernier acte public de sa noble vie. Dans cet acte on l'a vu tout entier, aussi humble par la foi qu'il était grand par le génie, aussi docile aux moindres enseignements de l'Église qu'il était rebelle aux dogmes les plus suivis de

l'orgueil humain. Nous osons le dire, et ceux qui l'ont connu n'en douteront pas : lorsque, en présence de la mort, il a repassé en esprit ses œuvres, il s'est applaudi de cette soumission plus que de tous ses triomphes, il s'est plus réjoui d'avoir été l'humble enfant de l'Église que d'avoir été son défenseur admiré ; il a béni Dieu non pas tant de lui avoir donné de vivre pour Sa cause, que de permettre qu'il mourût accusé et obéissant.

On ne saurait se peindre, à moins de l'avoir connu, la tendresse, la candeur, la délicatesse exquise de son cœur. Un soir, dans le monde, nous lui demandions quel événement ou quelle étude avait le plus contribué à lui faire connaître et pratiquer la religion, il nous répondit qu'il avait étudié son frère mourant, et ses yeux aussitôt se baignèrent de larmes. Il ne pouvait prononcer le nom de ce frère sans pleurer. Parlant de lui à un ami intime, M. Rio, il disait qu'il devrait demander pardon à Dieu devoir tant aimé une créature humaine.

Il n'y avait point d'affaire qu'il ne laissât pour courir auprès d'un ami malheureux, et point de sacrifice qu'il ne fût prêt à s'imposer pour aider non-seulement l'infortune de ceux qui lui étaient chers, mais l'infortune du premier venu. Il allait toutes les semaines, et souvent plusieurs fois, visiter les indigents. Il y avait entre la sœur Rosalie et lui un pacte de services mutuels pour les bonnes œuvres. Elle était son introductrice chez les pauvres du quartier Mouffetard ; il était l'un de ses ministres et de ses ambassadeurs auprès des riches et des puissants de ce monde. Les Petites Sœurs des Pauvres n'avaient point de patron plus dévoué et plus généreux.

J'ai su, moi qui écris ces lignes, avec quelle facilité et quelle abondance s'ouvraient ses bienfaisantes mains. Un jour que je lui demandais secours pour une famille réduite à la dernière nécessité : «Tenez, me dit-il, en me remettant une forte aumône, achetez-leur du pain, achetez-leur du linge ; je vous donnerai encore quelque chose le mois prochain; maintenant je suis épuisé». En parlant ainsi, il s'habillait. Je lui fis remarquer que sa chemise était déchirée , il m'avoua qu'il n'en avait guère de meilleure. Il faisait une pension annuelle à un autre pauvre que je connaissais, et il m'envoyait fidèlement, dans les premiers jours du mois, la somme qu'il avait promise. Il se souvint de l'envoyer la veille de sa mort.

Tout en lui exhalait le parfum d'une âme vraiment chrétienne. Sa joie et sa tristesse étaient également douces et ingénues. Sa parole, prompte, ardente, sincère, était en même temps la plus inoffensive que l'on pût entendre, et c'était un charme de voir qu'il eût toujours innocemment tant d'esprit. On pouvait le laisser sans aucune crainte au milieu d'un auditoire devant lequel on avait soutenu contre lui la discussion la plus chaude. L'absence du contradicteur ne lui faisait pas oublier les égards qu'il observait toujours en sa présence, et il pardonnait à ceux qui ne savaient pas garder tout à fait la même mesure.

Parmi tant de vertus, l'humilité avait, s'il se peut, jeté dans son cœur des racines plus profondes. Comme il était parvenu à la maturité de son talent lorsqu'il se convertit, il entra presque du même pas et le même jour dans la voie de la pénitence chrétienne et dans celle des grands honneurs politiques. Ni le chrétien ni l'homme d'État n'en souffrirent. Il tut ministre d'autant plus fidèle qu'il était chrétien plus fervent. Il dédaignait les pompes de son rang et n'en conservait que plus strictement la dignité. Il avait, comme ambassadeur, toute la fierté de son pays mais le caractère d'ambassadeur ne l'empêchait point de tenir un enfant sur les fonts de baptême avec une fille du petit peuple, devenue sœur des pauvres, ni d'aller s'agenouiller au milieu de ces pauvres dans l'indigente chapelle de la rue Saint-Jacques, ni de visiter les galetas de la rue Mouffetard. Aucun de ses succès, aucun de ses honneurs, et, ce qui est mieux, aucune de ses vertus ne lui faisait oublier qu'il était pour son propre compte tributaire de la misère humaine. D'un autre côté, aucune considération de fortune n'aurait pu lui faire perdre un moment de vue ses devoirs envers Dieu et envers lui-même. Il se tenait toujours prêt à quitter sa position brillante pour aller vivre à l'écart dans son *Estramadure*; et même, s'il avait à combattre une tentation plus forte que les autres, c'était celle-là. Il aspirait au silence et à l'oubli. Il fallait lui dire qu'il n'avait pas le droit de se retirer et qu'il devait attendre que Dieu lui fermât la bouche. Hélas ! nous espérions qu'll attendrait plus longtemps ! Nous avons une lettre de lui, datée de ce lieu de retraite, vers lequel il jetait si souvent les yeux. On y entend son cœur.

Dombenito, le 5 mars 1850.

«Très cher ami, je viens de recevoir votre lettre datée du 20 février, et *l'Univers* du même jour, dans lequel je lis mon discours et l'article que vous avez eu la bonté d'écrire. J'accepte, mon cher ami, vos louanges à titre d'encouragement et comme un témoignage de votre amitié. La justice aurait beaucoup à redire si elle entrait en jugement avec vous ; mais nous sommes ainsi faits : jamais une vertu ne se montre en nous qu'aux dépens d'une autre vertu. Vous êtes aujourd'hui l'homme bienveillant et charitable, vous serez demain l'homme juste. Après, vous serez l'un et l'autre dans le sein de Dieu.

«Vous ignorez certainement quel est le lieu d'où vous viendra cette lettre. C'est un coin du monde ignoré des hommes, dans le fond de *l'Estramadure*. Je suis venu ici pour rétablir ma santé et pour retremper mes forces dans le sein de ma famille. Je n'ai pas le courage d'écrire. Je suis tout à la nature et à mes parents. Je laisse passer et repasser devant moi, comme autant d'ombres chères, les jours de mon enfance, et je me fais petit pour être heureux, convaincu de cette vérité, que celui seul qui se fait petit goûtera de véritables jouissances en ce monde. Oh ! que l'ignorance des enfants et des petits est une chose mystérieuse et charmante! Les petits ignorent la botanique : tant mieux pour eux, parce que la nature leur appartient avec toute sa magnificence. Ils n'analysent pas les mystérieux

rapports de la famille : tant mieux pour eux, parce que la famille a pour eux et pour eux seuls des trésors de tendresse et d'amour. Ils n'analysent pas Dieu : tant mieux pour eux mille fois, car Dieu Se donne à celui qui Le regarde toujours, rien que pour Le regarder.

«J'ai avec moi *Fray Luis de Grenada*, qui est le premier mystique du monde, et dont je vous ferais cadeau si vous aviez le bonheur de comprendre sa langue, qui n'est pas la langue espagnole de nos jours, mais une autre langue dont on n'a déjà plus d'idée, toute pleine de magnificence et d'ampleur.

«Je lis aussi la vie de saint Vincent de Paul. Quelle vie, si remplie et si pleine! Comme Dieu est grand et merveilleux dans Ses saints. J'admire d'autant plus cet homme apostolique, que je suis l'homme le plus incapable de regarder en face ce modèle. A propos de quoi je vous dois déclarer, mon ami, que je suis l'être le plus inutile du monde. Je n'ai jamais rien fait, je ne fais rien et je ne ferai rien de ma vie. Je suis le type accompli des hommes fainéants. Je lis toujours, je me propose d'agir, et je n'agis jamais. Quelquefois je me représente mon Seigneur et mon Dieu me demandant: Qu'est-ce que tu as fait? Et je sens un frisson parcourir tous mes membres. Il m'arrive alors de penser que peut-être suis-je né pour la vie contemplative: mais ce sont des illusions périlleuses de mon imagination. La vérité, la voici: je suis un fainéant¹»

La piété de Donoso Cortès n'avait fait que grandir et se fortifier jusqu'au dernier jour de sa vie. Il raisonnait sa foi comme un homme de génie, il la pratiquait comme un enfant, sans emphase, sans respect humain, sans l'ombre d'une hésitation devant les commandements de Dieu et de l'Eglise, sans l'ombre d'un doute envers leurs promesses. Il égalait, sous ce rapport, le plus humble et le plus fervent paysan de l'Espagne.

Ayant su que l'on gardait un vêtement de Notre-Seigneur dans l'église d'Argenteuil, il voulut s'y rendre en pèlerinage, pour obtenir de la compassion de Jésus la guérison de l'un de ses frères malade. C'était vers la fin de l'automne, en 1851; la pluie tombait à torrents. Il n'en fit pas moins toute la route à pied. J'avais le bonheur d'être son compagnon. Lui ayant dit que je j'aurais pas cru qu'un Espagnol pût consentir à se laisser mouiller si longtemps, il répondit avec son charmant sourire qu'il faudrait bien une autre pluie pour laver ses péchés. Le pèlerinage accompli, nous allâmes visiter notre ami commun, M. Rio, l'auteur du beau livre sur l'*Art chrétien*, qui demeurait alors à Argenteuil. Il se trouvait là quelques personnes d'un esprit distingué. La conversation tomba sur l'éloquence. Donoso prit la parole, et parla comme un ange sur la vanité des orateurs. C'est là qu'il fit remarquer que Moïse était bègue, et le faible Aaron éloquent. Voyez dit-il, où Dieu met les orateurs, et le rôle qu'll leur assigne! Ce n'était pas par jeu d'esprit qu'il disait ces choses. Il ne méprisait point le talent, mais il en faisait peu de compte, et il redoutait les vanités où il engage le cœur. Celui-là seul sait, disait-il, qui croit ; et celui-là seul est grand qui s'humilie.

Cette foi parfaite parut de la manière la plus touchante et la plus édifiante durant sa douloureuse maladie; une maladie de cœur, soudaine et terrible, qui l'atteignit au milieu de sa force et l'enleva en peu de jours. Il parlait, il priait, il souffrait en parfait chrétien. La sœur de Bon-Secours qui veillait près de lui admirait ce courage, quelle n'avait pas besoin de soutenir et qui lui offrait plutôt un exemple. Elle disait :«Ses paroles sont des flèches dans le cœur». Il se confessa et communia plusieurs fois. Son confesseur était M. Auzoure, curé de Saint-Philippe du Roule, qui chanta la messe des funérailles, et qui ne put retenir ses larmes et manqua de voix entre l'autel du Dieu juste et le cercueil de son ami. Le digne prêtre savait comme nous ce que perdaient l'Église et la société; mieux que nous ce que perdaient les pauvres. Sous le poids de ce double deuil, son cœur chancela, non pas son espérance.

De toutes les consolations que peut laisser la mort d'un homme, aucune n'a manqué aux amis de Donoso Cortès, aucune, sauf de recevoir son dernier soupir. Il a su qu'il mourait, il a accepté la mort ; il est mort en priant, recommandant lui-même son âme à son bon ange, à son saint patron, au Dieu clément qu'il avait aimé et servi en se proposant toujours de Le servir davantage. Ne prévoyant pas qu'il dût sitôt sortir de la vie, il projetait de sortir du monde ; non plus pour aller méditer dans quelque solitude, mais pour s'engager dans un ordre religieux. Déjà il avait pris ses dispositions, et son choix était fait. Il voulait entrer dans la Compagnie de Jésus.

Son dernier jour fut le 3 mai 1855, il allait compléter sa quarante-quatrième aimée. Le dernier acte sorti de sa bouche a été un acte de foi. Il avait promis à la sœur de Bon-Secours, s'il mourait, de prier pour elle. Le voyant près de s'éteindre, elle lui dit : «Vous allez paraître devant Dieu, souvenez-vous de moi». D'une voix libre et claire, il répondit : «Je vous le promets». Et presque au même instant il expira. Son âme, en s'envolant, laissa sur son visage quelque reflet de sa beauté suprême. Nulle trace de douleur n'altérait ses traits paisibles. C'était la sérénité d'un athlète qui se repose après la victoire, à peine fatigué du combat. Il avait regardé la mort en face, avec force et avec douceur, comme un ennemi à vaincre et il l'avait vaincue. Il dormait en attendant la résurrection éternelle.

Personne, en Espagne ni ailleurs, ne se lèvera pour infirmer le beau témoignage qu'il se rendit à lui-même, en plein Parlement, dans l'impérissable discours du 4 janvier 1849 : « Lorsque arrivera le terme de mes jours, je n'emporterai pas avec moi le remords d'avoir laissé sans défense la société barbarement attaquée, ni l'amère et insupportable douleur d'avoir jamais fait aucun mal à un seul homme ».

Cette lettre est en français. Donoso Cortès croyait sincèrement ne pas savoir notre langue!

Document réalisé par les Amis du Christ Roi de France.

Nous soumettons tous nos documents aux lois du copyright chrétien : nos documents peuvent être librement reproduits et distribués, avec mention de leur provenance.

A.C.R.F.

www.a-c-r-f.com

info@a-c-r-f.com